

POUR UNE CITOYENNETÉ PLURIELLE ET RADICALE

CAHIER DES 6^{ES} RENCONTRES
DE GÉOPOLITIQUE CRITIQUE

MARS 2022



POUR UNE CITOYENNETÉ PLURIELLE ET RADICALE

CAHIER
DES 6^{ES} RENCONTRES
DE GÉOPOLITIQUE CRITIQUE

MARS 2022

invitation

POUR UNE CITOYENNETÉ PLURIELLE ET RADICALE

Ce texte, écrit et diffusé en amont des Rencontres, est un appel à contributions dans lequel les personnes sont invitées à se saisir du thème choisi pour proposer des événements qui entreront dans le programme.

Il ne suffit pas d'habiter ce monde pour avoir des droits en partage : bien que nous en soyons tous et toutes les co-héritier-es, ce monde n'échappe pas aux divisions, aux ruptures et aux conflits. Une pratique politique de l'inimitié prédomine et organise les sociétés à travers le rejet en cloisonnant, séparant, excluant... cette politique agit en essentialisant les catégories sociales et dessinant des frontières entre nous. La frontière ne se réduit pas à un tracé cartographique. La frontière s'observe, elle voyage et circule avec les corps ; elle est mobile et participe à construire des hiérarchies. L'arbitraire du lieu et de la condition de naissance nourrit l'injustice sociale. L'invention de la citoyenneté a cherché à organiser la relation entre le peuple et le pouvoir, à aménager la participation politique et à nourrir une quête toujours plus grande d'égalité. Dans sa mise en œuvre, elle a été et est bien imparfaite en excluant certaines catégories (femmes, esclaves...) et en ne parvenant pas à s'affranchir de l'arbitraire de la naissance (instauration du suffrage censitaire par exemple). C'est par les luttes et les mouvements sociaux que, progressivement, la citoyenneté devient accessible aux populations évincées.

Notons d'ailleurs que le mot « citoyenneté » donne à entendre une pluralité de sens : du synonyme de « habitant-es de la cité » à « personne bénéficiant du droit de vote », en passant par l'idéal de « citoyen-ne du monde ». Cette pluralité participe à le galvauder, à le rendre flou et parfois même à lui conférer un caractère très ambigu. Cela conduit certain-es à rattacher ce mot à une logique d'appartenance à une nation, confirmant l'existence d'un imaginaire national. Une telle conception sous-entend un « dedans » et un « dehors », laissant implicitement émerger que certaines personnes seraient citoyennes légitimes et d'autres non.

Cette déclinaison de la citoyenneté laisse éclore l'idée que celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'imaginaire national n'épouserait pas les valeurs de la république. L'instrumentalisation de ces valeurs s'impose pour dessiner les contours d'un modèle de citoyenneté refusant de penser la différence dans toute sa complexité. Le principe de laïcité est abusivement utilisé pour interdire plusieurs pratiques comme par exemple le port du voile dans certains espaces publics. Les contrôles au faciès ef-

fectués par les forces de police montrent à l'évidence que tou·tes les citoyen·nes ne sont pas perçu·es à égalité. S'il existe la catégorie de citoyen·nes, il existe implicitement la catégorie de « non-citoyen·nes » à l'instar de toutes ces personnes étrangères qui vivent, travaillent et paient leurs impôts et à qui on dénie le droit de participer à la décision politique. Pour certain·es d'entre elles et eux, travailleur·ses, parent·es d'élèves, voisin·es, l'État impose une précarité administrative.

En pensant la citoyenneté comme une base de l'égalité, on ouvre une fenêtre à sa dénationalisation.

La citoyenneté plurielle et radicale déconstruit l'essentialisation, en permettant à chacun·e de participer et d'être entendu·e. Les groupes se composent et se recomposent constamment, au gré des idées et des pratiques. Dès lors les personnes sont vues à égalité, en tant que sujets politiques et non pas comme des membres des catégories essentialisées et hiérarchisées.

Cette conception recèle un ensemble de droits politiques qui vient affirmer la puissance collective des sujets politiques à construire une organisation et à décider pour leur communauté. Cette communauté politique se fabrique dans des interdépendances et dans un espace-temps partagé, sources de solidarités et de conflits. Il ne suffit pas de dire

que les citoyen·nes peuvent participer à égalité à la vie politique, encore faut-il examiner les rapports de pouvoirs pour agir contre l'inégalité d'accès à la parole. Pour cela, nous avons besoin d'une pluralité d'espaces pour nous rencontrer, discuter, partager, se dire les désaccords, voire élaborer des discours contestataires ouvrant ainsi la voie aux transformations sociales. C'est à partir de cette conception que nous souhaitons investir l'idée d'une citoyenneté en actes : une pratique du politique qui reconnaît des existences sociales et l'appartenance à un espace commun. La communauté a besoin d'être repensée comme une politique de l'accueil où chacun·e puisse prendre place.

L'association Modus Operandi et ses partenaires se sont saisis du terme « citoyenneté » dans toute sa complexité et ces incertitudes lors des sixièmes Rencontres de géopolitique critique qui ont eu lieu à partir du 14 mars 2022 dans l'agglomération grenobloise.



Modus Operandi (ou Modop) a été créé en 2006 pour traduire et faire connaître l'approche de la *conflict transformation* au public francophone. *Conflict transformation* se traduit à la fois comme *transformation de conflit* – au sens sortir du conflit – et *transformation par le conflit* – au sens d'une opportunité de défier les rapports de pouvoir. En se réappropriant cette approche, Modop distingue trois formes de violence : la violence directe (verbale, physique ou psychologique), la violence structurelle (celle des systèmes, comme le racisme, le colonialisme ou le capitalisme) et la violence épistémique (celle de considérer que certaines formes de savoirs sont plus valables que d'autres). Ces analyses invitent à considérer l'émergence de la violence directe comme des signaux de l'existence de violences structurelle et épistémique qui sont bien moins visibles. Lorsqu'il est ouvert, c'est-à-dire exprimé, le conflit est alors l'occasion de rendre visibles ces violences et de les dénoncer, modifiant ainsi les rapports de pouvoir et ouvrant la voie à une dynamique de rééquilibrage, de revendication de justice et de paix sociale. Il est essentiel de comprendre que le conflit n'est pas forcément violent au sens de la violence directe. Modop expérimente des actions-recherche en mettant à l'épreuve du terrain l'approche de la transformation par le conflit dans le bassin grenoblois. Elle ouvre des espaces de parole, protégés, dans lesquels est produite collectivement de la connaissance sur les

situations de violence avec les personnes qui les vivent. Concrètement, il s'agit d'inventer comment faire de la recherche *avec* et non pas *sur*. En questionnant les structures de la société, et en construisant un discours collectif, les personnes peuvent être entendues et reconnues comme des productrices de savoir. Ces espaces prennent la forme d'ateliers radio, d'ateliers de pensée critique, d'ateliers de parole et d'écriture, de cycles de débat... Le savoir collectivement élaboré dans les espaces de parole est rendu public dans les *arènes de transformation*. C'est un processus d'émancipation car les personnes sont vues comme interlocutrices et détentrices de savoir ; elles trouvent une puissance d'agir dans la confiance ainsi construite. En changeant de position – de victime inaudible à interlocuteur à égalité – elles bouleversent les rapports de pouvoir. Ces arènes prennent la forme de débats publics où sont confrontés des paroles contradictoires. Cette méthode vise donc à transformer les représentations sur des personnes stigmatisées, en passant notamment par l'usage d'un autre vocabulaire pour les désigner sans les assigner. Il s'agit aussi de publiciser des contre-récits pour qu'une autre parole que celle des dominants soit diffusée.

Modus Operandi
46, rue d'Alembert 38000 Grenoble
www.modop.org

Direction de la publication : Karine Gatelier, Maud Weber
Couverture : Photo © Life Matters – Pexels / Création : www.clara-chambon.fr
Photos : Modop
Sérigraphie, risographie, collage et assemblage : Atelier FLUO
Mise en page : Clara Chambon

—
Imprimé en janvier 2023
ISBN : 978-2-9582096-1-2

SOMMAIRE

POUR UNE CITOYENNETÉ PLURIELLE ET RADICALE	6
Pour une citoyenneté plurielle et radicale, Karine Gatelier.....	8
L'INTIME EST POLITIQUE	16
Immigration, nostalgie et identité, Mariam Veliashvili.....	18
Silence radio, Malika Ung.....	21
Sensible de Nedjma Kacimi, Gaëlle Partouche.....	25
AGIR ENSEMBLE	26
L'autonomie zapatiste, Assemblée grenobloise d'accueil de la délégation zapatiste.....	28
Rencontres de géopolitique critique et Trouble ton genre, Laura Peaud.....	32
Humain vs discrimination : comprendre et apprendre de nos différences, Alexia et Thomas.....	34
RECHERCHE PARTICIPATIVE RADICALE	38
Produire collectivement du savoir sur l'asile et la migration. Expérimentation d'un atelier radio, Daniel Kassa-Minguédi, Karine Gatelier, Séréna Naudin.....	40
LE PROGRAMME DES RENCONTRES 2022	46
AUTEURS ET AUTRICES	48

POUR UNE CITOYENNETÉ

Le maire de Palerme : « J'ai honte d'être européen, quand on voit le sort qui est fait aux migrants »

La justice au Rojava

Paul Hertz

Préface

En tant que spécialiste du Rojava, je suis en mesure de contextualiser, fondé sur le travail de recherche effectué en 2012, le statut des 2012 de la Cour de Constitution internationale et le démocratique, les droits de l'homme et la justice dans ce pays pour rendre au peuple le témoignage de ce qui se passe. Ce sera la tâche de la justice, sur lequel je reviendrai sur les propriétés des structures juridiques du Rojava et des principes de son système, qui a été créé pour être un système de justice.

De grands démocrates, avec comme premier des grands, sont répartis à égale entre les femmes, capables, fondés sur la justice et la justice, sont répartis dans une justice de ce pays dans la justice. Dans le Rojava, on ne parle pas de justice, mais on parle de justice. Le système juridique est basé sur une justice humaine dans le cadre de la justice. En tant que spécialiste des groupes révolutionnaires, je voudrais dire que la justice est un aspect important de la justice.

CANTINES
Prix d'organisation de cuisine collective

Utilisation politique zapatiste

De la justice à la justice, la justice est un aspect important de la justice.

PLURIELLE ET RADICALE

Comment réparer l'injustice
du lieu de naissance ?

**ÉMILIE
HACHE**
L'IMAGINAIRE ÉCRIT
CONTRE LA SOCIÉTÉ

Emilie Hache est l'une des figures du mouvement
antit de pensée de conférence de la rue
Paris-Quint-Nanterre-La Défense. Elle a publié
une anthologie de textes écoféministes et a dem
inédits signés des principales figures de ce mou
vement sur l'engagement autour de cette notion de
l'imaginaire post-capitaliste et post-sec
Mary-Jeanne Ouellet / Imaginaire. Ceylan

*Emilie Hache. Philosophie / Politique et Écologie
de l'écrit. 2014. 112 p.*

CITOYENNETÉ ?

→ principes ?

KARINE GATELIER

POUR UNE CITOYENNETÉ PLURIELLE ET RADICALE

De nombreux·ses auteur·ices critiquent et repensent la citoyenneté. Nous en présentons quelques un·es en lien avec les sujets de travail de Modop.

TINA

QUELQUES APPORTS THÉORIQUES POUR RECHERCHER LES NOUVELLES BASES D'UNE CITOYENNETÉ PLURIELLE

Penser la citoyenneté consiste à penser la nature du lien entre les personnes composant une communauté politique et le pouvoir institutionnalisé qui la gouverne. Dans l'histoire et à travers le monde, ce lien est fondé sur différents critères. À partir de l'exemple de la France, nous éclairons les fondements de la citoyenneté dans le monde contemporain pour repérer les causes de ses défaillances à organiser la participation politique. Le moment migratoire traversé par l'Europe, et de façon plus significative depuis 2015, donne l'occasion de repenser la citoyenneté. La construction européenne a ouvert la possibilité déjà d'une « citoyenneté plurielle » de juxtaposition mais a aussi décroché la citoyenneté de la nationalité (ce que certains États pratiquaient déjà en interne). Ces avancées nous inspirent et nous pouvons prendre appui sur elles, en le radicalisant. Sur cette base, nous formulons quelques propositions pour refonder une citoyenneté post-nationale et dé-territorialisée : une citoyenneté plurielle et radicale.

Ils avaient permis de questionner les cadres légaux nationaux à partir de la question « Qui est citoyen·ne ? ». Sur cette base, nous formulons quelques propositions pour refonder une citoyenneté post-nationale et dé-territorialisée : une citoyenneté plurielle et radicale.

Tout d'abord, nous voulons rappeler qu'il n'existe pas de lien naturel et nécessaire entre citoyenneté et nationalité. La nationalisation de la citoyenneté est un phénomène tardif.

La nationalité est une construction juridique récente qui sert à distinguer les personnes qui ont un lien privilégié avec le pays, d'autres personnes, pour qui ce lien ne correspondrait pas aux critères établis. Une fois décidés, les critères fixent les limites de la nation. Dans certains imaginaires politiques, la nation correspond strictement à la communauté politique et la nationalité est avant tout un instrument pour gérer les populations et distribuer des places et des droits. Pourtant, dans d'autres conceptions, ces deux notions – nation et communauté politique – sont décorrélées.

Dans les constitutions issues de la Révolution¹, les deux critères essentiels de la citoyenneté sont le sexe (les femmes sont absentes) et la résidence. Par exemple, dans la constitution de l'An VIII (1799), il ne suffit pas d'être né en France pour être citoyen encore faut-il y résider et avoir manifesté son intention de devenir citoyen en s'inscrivant sur le registre civique. De même un étranger devient citoyen fran-

[1] Pour plus de détails sur les origines de la formation de l'idée nationale, voir le livre de Karine Parrot, *Carte blanche*.

çais par la manifestation de fixer en France sa résidence (Constitution An VIII).

Avec la révolution française en 1789 donc, le peuple devient une entité politique souveraine : la qualité de citoyen donne le droit de participer à l'exercice du pouvoir. C'est le comportement politique qui détermine l'appartenance à la communauté politique.

Avec la reconnaissance de la résidence sur le territoire, les pratiques telle que vivre de son travail, être propriétaire, être marié à une Française, adopter un enfant ou prendre soin d'un vieillard donnent accès au statut politique de citoyen français. Les deux caractéristiques – citoyen et français – étant indissociées.

Le lien politique entre l'individu et l'État se transforme avec l'arrivée au pouvoir de Napoléon Bonaparte et l'adoption du code civil de 1804. Le critère de la filiation paternelle s'impose pour inventer la nationalité française. Le droit du sol existe mais il est subsidiaire. La qualité de Français ainsi distinguée de la citoyenneté, réduit la dimension politique du lien entre l'individu et l'État, pour la valoriser par un lien de filiation, portant ainsi une atteinte significative à l'héritage révolutionnaire : le peuple français institué en entité politique à la révolution, sera de plus en plus conçu comme la communauté nationale. Les conditions d'accès à la nationalité ont certes toujours intégré les deux critères de la naissance sur le territoire national et de la filiation, pourtant tout en fluctuant en fonction des objectifs politiques, ils évoluent dans le sens de la perte de la dimension politique de la citoyenneté, au bénéfice de sa conception sur les critères de la nationalité. En accordant plus d'importance à la filiation qu'au lieu de naissance et qu'à la résidence, l'idée nationale est progressivement naturalisée.

Avec l'institutionnalisation de l'enregistrement et des contrôles, la nationalité française est créée. Elle a pour vocation de distinguer des catégories de personnes à qui un traitement distinct est prévu par l'État. Au-

jourd'hui, les pratiques policières de contrôle au faciès dévoilent qui est considéré comme citoyen et qui ne l'est pas. Pourtant, et comme nous l'avons vu, la citoyenneté tellement associée à la nationalité n'a pas toujours prévalu, il aurait pu en être autrement.

Sortir de l'idée nationale : le constat d'États fondés sur le modèle de l'État-nation

Le monde est découpé en États, sans vraiment laisser d'espaces habités qui échappent à la logique étatique. Ces États, sous l'influence du modèle occidental, se sont construits en fondant leur unité sur l'idée nationale. Or dans cette perspective stato-centrée, l'ordre mondial dévoile la contradiction entre droits humains universels et division du monde en États souverains, et le droit d'exclure devient le moyen d'affirmer la souveraineté de l'État². En cela, il crée une tension avec l'engagement pour les droits humains quand cette affirmation n'hésite pas à recourir à la force en enfermant les personnes étrangères et en les stigmatisant dans une hostilité fondamentale, comme des ennemis. Ce dilemme entre l'idée nationale qui après avoir servi à construire l'unité du pays est surinvestie pour trouver des causes aux crises en cours, et les droits humains, porte une atteinte profonde aux valeurs à la base des démocraties libérales.

Dans cette disposition politique à l'échelle mondiale, les personnes en migration sont une anomalie pour l'État, un défi pour sa souveraineté. Elles remettent en cause le lien fragile entre la nation, le sol et le pouvoir de l'État. Elles proposent un nouvel arrangement du monde : une fluidité, une déterritorialisation. L'État construit sur la discrimination et la définition, est l'exact opposé de la mobilité. La migration dévoile l'État car elle discrédite le mythe de la pureté. C'est en cela que la migration porte une charge subversive.

[2] Cette idée est développée par Donatella Di Cesare dans son livre *Resident Foreigners*.

Droits civils & po.

Communauté nationale

→ E
Trans

Appartenance à une com^{te}
Droits/Devoirs

obligations (juré)

officiels → Région

Nationalité
(officiel)

exclusion

Vote → démocratie

S'organiser dans une cité → dépend des papiers droit

Éducation

Droit du sol / Droit du sang

Participation p.

Manif-

Conscription Service militaire

CONFLIT

Désobéissance



La perspective stato-centrée reste dominante pour regarder les évolutions du monde et dans ces conditions la migration ne peut être perçue que comme une crise. Pour renouveler le débat public, il faut donc changer de perspective.

« (...) dès lors que ce monde a fait l'objet d'une appropriation privative, dès lors qu'il a été enclos dans des frontières nationales, ce monde parcellé de souverainetés rivales les empêche [personnes en migration] d'exister, les refoule aux marges, les expulse de « nos » territoires pour les renvoyer aux leurs comme à leur supposées origines. » (Étienne Tassin, 2017)

Hannah Arendt avait déjà posé la question : de quels droits dispose-t-on quand on n'a plus d'État ?³ L'état-nation dicte la loi et ne reconnaît des droits qu'aux membres de la nation. Ce paradoxe a éclaté

[3] Hannah Arendt, *Nous autres réfugiés*, revue *Pouvoirs* 2013/1, n°144, p 5 à 16

État-nation / Frontières

national

al Mondial → Responsabilité

U.E.

Monde

→ Globalisation

au cours du 20^e siècle quand les personnes réfugiées sans État ni protection sont apparues. Sans nation et sans refuge, les étrangères n'ont plus que leur humanité ; une qualité insuffisante pour obtenir des droits. Les « sans-État » devient la question majeure de la modernité. Dans un monde subdivisé en États-nations, les apatrides ne sont pas un problème passager mais une condition finale, irrémédiable. C'est certes ce à quoi cherche à répondre la convention de Genève de 1951 relative au statut de réfugié, mais son application est de plus en plus restrictive.

Comment faire de la place et donner des droits à celles et ceux à qui on refuse la possibilité de participer au monde commun ? La frontière en tant que condition absolument non démocratique de la démocratie, représente un paradoxe : la démocratie trace des frontières en se dotant de règles, inclut et exclut en même temps : elle dessine et reconnaît un intérieur et un extérieur⁴.

Sortir de l'idée nationale : une approche anthropologique de la citoyenneté

Une approche anthropologique de la citoyenneté consiste à l'envisager par ses représentations et ses pratiques, comme une inscription socialement et politiquement reconnue dans un espace social et politique. Il s'agit de la dimension horizontale des relations entre pairs, vues comme autant de dynamiques constitutives de la citoyenneté, sous la forme d'un faisceau de pratiques et de relations : parce qu'on vit ici et maintenant, parce qu'on tisse des relations, contribue et participe au bien commun (présence dans une réunion publique, bénévolat dans une association, etc.), on est reconnu comme citoyen.

À travers cette approche, la citoyenneté peut être perçue comme une citoyenneté en actes : la description de pratiques quotidiennes de participation, de contribution ou encore d'interventions comme

autant de manières de pratiquer leur appartenance à la communauté politique, de construire le lien et l'ancrage, et d'envisager la participation et l'appartenance des personnes en migration.

Ces pratiques peuvent relever de registres différents, et celui de la solidarité est très investi : collectifs et espaces d'entraide, collectes, distributions, traduction, orientation et information... Nous trouvons également important d'intégrer ici les mobilisations et les mouvements sociaux auxquels participent les personnes en migration pour dénoncer la répression de la migration et revendiquer leurs droits.

La migration nous incite à repenser la citoyenneté

En définissant la citoyenneté dans les limites de la nationalité, sont exclus du corps social et de l'espace politique des pans nombreux de la population. D'autant qu'on peut observer en parallèle, une évolution vers la réduction des droits des populations étrangères. Ce faisant, les personnes irrégularisées par l'administration quand elle leur refuse le droit au séjour, voire fait obstruction à leur accès à ses services, sont privé-es d'accès aux droits.

Cette situation questionne fortement l'état de droit français et confirme le constat établi par Robert Castel, inspiré de Léon Bourgeois, d'une sortie de la « société des semblables » et de la fragmentation du corps social. La société des semblables telle que définie par Léon Bourgeois est « une société dont tous les membres disposent des ressources et des droits de base nécessaires pour s'inscrire dans des systèmes d'échanges réciproques au sein desquels chacun peut être traité à parité ». Elle donne la possibilité à chacun-e de « disposer d'un minimum de ressources et de droits indispensables pour s'assurer une certaine indépendance sociale » permettant d'être maître de ses choix et d'éviter la dépendance, la sujétion, l'assistance « qui fait que de faibles ressources vous sont octroyées sur la base d'une déficience ». (Castel, 2008).

[4] Étienne Balibar, *Nous, citoyens d'Europe*, La Découverte, 2001

CITOYENNETÉ ?

→ principes ?
→ pratiques ?

Droits civis & po.

Appartenance à une . Ce
Droits/Démis

Nationalité
(officiel) #

À mesure que s'est construite l'Union européenne et l'extension des droits accordés à ses citoyen·nes, on voit aussi un déclin des droits fondamentaux des étranger·ères, au point, pour Étienne Tassin, de ne plus y voir de politiques mais une gestion policière :

« Pourquoi les gouvernements qui se sont succédé depuis vingt ans en France ont-ils persisté dans l'erreur au point de réduire les politiques de l'immigration à une simple police répressive des populations étrangères ? Ce qui revient à demander, à la fois, à quoi tient cette obsession sécuritaire de la fermeture des frontières et cette peur des migrants ; et pourquoi ce refus obstiné d'admettre que la migration est la nouvelle donne du monde contemporain dont on doit tirer une conséquence simple : une Europe, mais aussi une France, en phase avec son temps, a tout à gagner à développer une politique d'accueil et d'encouragement des migrations plutôt que de se replier frileusement sur une identité et une souveraineté nationales surannées, inconsistantes et mortifères. » (Tassin, 2017)



Vote → démocratie

S'organiser dans une cité
éducation

Droit du sol / Droit

Participatory p. : Mani

Participatory p. : Mani

Ainsi, et dans ce contexte hostile à la migration, où la gestion des frontières est de plus en plus violente et entraîne de plus en plus de mort·es, nous proposons de voire les actions de dénonciation et de résistance des personnes en migration comme des actes de citoyenneté.

Et nous emprunterons l'analyse d'Étienne Balibar⁵ pour voir dans la désobéissance à l'État un acte de

recréation de droit et de citoyenneté. Il exprime sa reconnaissance aux « sans papiers », pour leur lutte des années 90, qui en refusant la clandestinité qui leur était assignée et se faisant entendre ont su rétablir la vérité et montrer que leur régime d'illégalité était créé par l'État. « Nous leur devons d'avoir recréé de la citoyenneté parmi nous. »

Une initiative publique de désobéissance peut recréer de la citoyenneté dans les situations où les lois de l'humanité sur lesquelles repose la capacité d'une communauté politique à dire le droit et le justice (respect des vivant·es et des mort·es, l'hospitalité, l'inviolabilité de l'être humain, l'imprescriptibilité de la vérité) ne sont plus respectées. C'est ainsi que la transgression fondatrice recrée du droit :

« Nous sommes au cœur du rapport entre la désobéissance et la citoyenneté » (Balibar, 1998).

Cette représentation de la citoyenneté comme des processus de contestation et de confrontation de conceptions différentes (processus et espaces ago-

[5] Étienne Balibar, *Droit de cité. Culture et politique en démocratie*, 1998

Communauté nationale → Etat-nation / Frontières
Transnationale

om^{te}
obligations (juré) → officiels → Régional / Mondial → Responsabilité
U.E.

exclusion

→ dépend des papiers droit au sang
du sang

CONFLIT

nistiques) sont reconnues comme les plus prometteuses par certains auteurs car elles organisent la revendication de droits de la part d'une multitude de subjectivités, de politiques et de pratiques (E. F. Isin and B. S. Turner, 2002).

Les mouvements sociaux et les luttes sont une modalité de la participation politique. En y prenant part ou même en les organisant elles-mêmes, les personnes immigrées s'affirment en tant que citoyennes : c'est en revendiquant ses droits qu'on exerce sa qualité de citoyen-ne, qu'on crée du droit et qu'on fait progresser l'intérêt commun. C'est un moyen par lequel elles peuvent améliorer leur accès au droit et leur représentation politique.

PROPOSITIONS ET HYPOTHÈSES POUR FONDER UNE CITOYENNETÉ RADICALE

Dé-nationaliser la citoyenneté et penser une citoyenneté post-nationale

Si on part d'une définition assez courante de la citoyenneté comme la capacité d'exercer des droits po-

litiques, économiques et sociaux ou encore tous les droits qui dérivent de l'appartenance à une communauté politique, cette proposition consiste à penser une nouvelle base pour fonder cette communauté politique.

Ici, l'approche anthropologique de la citoyenneté nous aide à imaginer comment des personnes, indépendamment de leur nationalité et de l'ancienneté de leur installation, peuvent être considérées comme membres de cette communauté. Elle met en jeu la perspective de la relation et des pratiques par opposition à celle de l'ancrage territorial.

En pensant une citoyenneté en actes, on dépasse une conception à travers un statut ou encore une appartenance, à travers aussi une stabilité, pour envisager des « actes de citoyenneté » perturbateurs qui contestent l'ordre établi et mettent en jeu de nouvelles subjectivités. C'est une conception de la citoyenneté comme un flux (Egin Isin). Cette idée de constante évolution se retrouve aussi dans le concept de « mobile common » – communs en migration. Il recoupe un monde de connaissances, d'information et de combines de survie, d'attention mutuelle, de relations sociales, d'échange de services, de solidarité et de sociabilité qui peuvent être partagées et utilisées pour contribuer à le développer et le faire exister (Nordling, 2017).

Le contexte d'affaiblissement des États-nations dans leur capacité à organiser une participation politique inclusive fait apparaître la ville comme territoire de prédilection de réalisation de la citoyenneté.

Re-municipaliser la citoyenneté

Historiquement, quand les personnes étrangères ont été contraintes de se déclarer, c'est auprès du maire qu'elles devaient le faire. Un décret de 1888 les obligeait à cette démarche. En déclarant leur identité et leur nationalité, les personnes étrangères devaient recevoir un certificat d'immatriculation autorisant l'embauche. Ce décret étant faiblement appliqué,

une loi de 1893 l'a renforcé mais elle a été aussi peu mise en pratique.

Si ce contrôle émergent des populations étrangères a été confié aux pouvoirs municipaux, on peut l'expliquer par le fait que c'est l'échelon de la proximité avec les administré-es. Cette généalogie permet de se ressaisir de l'échelon municipal, non pas dans un objectif de contrôle pour le compte de l'État, mais dans le but de revendiquer la compétence et l'autonomie perdues par la mairie sur l'organisation de la communauté politique locale dans son ensemble et sans accepter d'exclure certain-es sur des critères nationaux qui ne concernent pas à ceux de la commune.

Par cet acte, les communes marqueraient leur renoncement au « nationalisme méthodologique » et donnerait la possibilité de repenser la citoyenneté, en la dénationalisant, en la sortant du cadre étatique et en proposant de la concevoir en termes de proximité spatiale et de convergence temporelle : partager dans l'espace politique à l'échelle de la commune un présent commun. Enfin, cet auto-saisissement aurait également la vertu de reconnaître une réalité sociale : l'installation durable et donc l'existence sociale des personnes en migration qui ont fait un tel choix, et cesser de les renvoyer à leur identité migrante et leur condition éternellement provisoire du passage. Une « citoyenneté de résidence » sous la responsabilité des pouvoirs publics locaux telle est la revendication des mouvements municipalistes.

Dé-territorialiser la citoyenneté

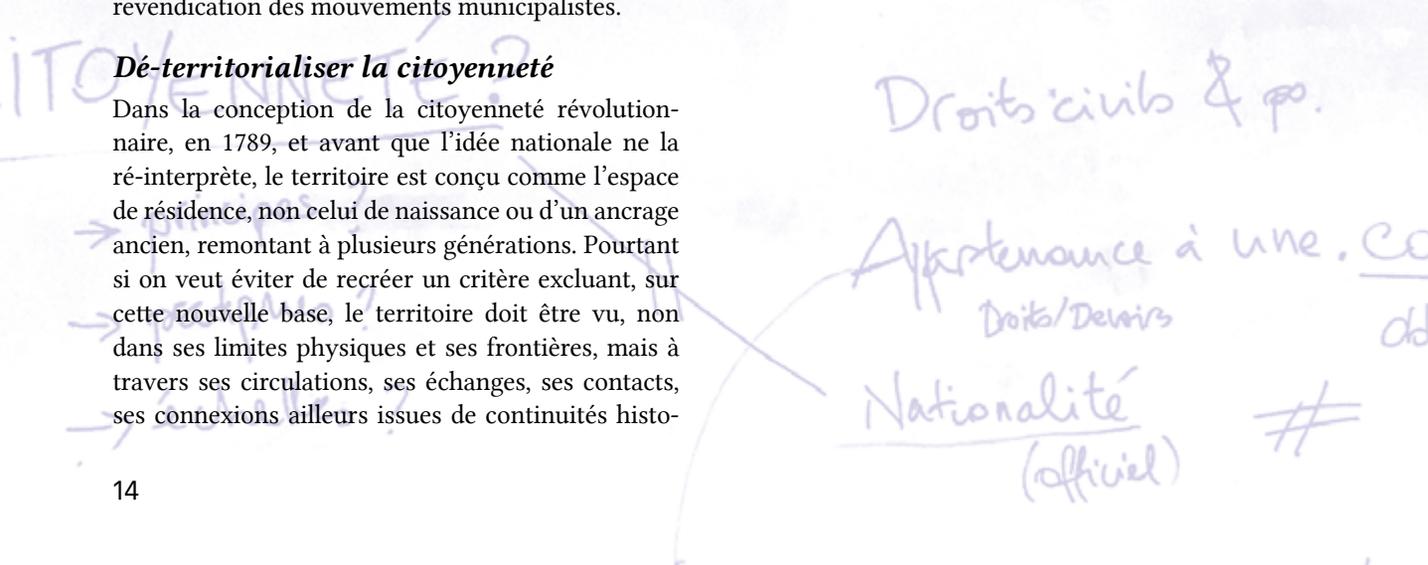
Dans la conception de la citoyenneté révolutionnaire, en 1789, et avant que l'idée nationale ne la ré-interprète, le territoire est conçu comme l'espace de résidence, non celui de naissance ou d'un ancrage ancien, remontant à plusieurs générations. Pourtant si on veut éviter de recréer un critère excluant, sur cette nouvelle base, le territoire doit être vu, non dans ses limites physiques et ses frontières, mais à travers ses circulations, ses échanges, ses contacts, ses connexions ailleurs issues de continuités histo-

riques avec des territoires extérieurs, ses tropismes... c'est voir le monde à travers ce lieu, comprendre les enjeux à des échelles plus larges, depuis ce territoire.

Alors il sera possible d'envisager une citoyenneté post-nationale et translocale. Ainsi, s'il existe un intérêt pour spatialiser la citoyenneté, c'est dans une conception différente de la territorialité : en intégrant des géographies de l'espace interconnectées et intercalées qui nous permettent de visualiser de nouvelles formes de solidarité basées sur des interdépendances reconnues.

Étienne Tassin nous inspire encore en évoquant l'inscription de scènes politiques locales dans un horizon qu'on peut dire mondial : l'horizon d'instauration de mondes d'expériences collectives pour construire des mondes communs.

Une citoyenneté radicale se préfigure dans le comportement politique, dans des pratiques pour donner accès au statut politique de citoyen. Elle se dessine aussi dans les relations qu'elle met en jeu, dans les modalités de la participation politique et dans la place qu'elle fait au conflit comme instrument politique d'adhésion et de contribution à la communauté politique et au bien commun. La dimension radicale de la citoyenneté tient alors à sa capacité de transformation sociale.



QUELQUES RÉFÉRENCES

BIBLIOGRAPHIQUES

- Arendt, Hannah, Nous autres réfugiés, revue Pouvoirs 2013/1, n°144, p 5 à 16
- Balibar, Étienne, Droit de cité. Culture et politique en démocratie, Éditions de l'Aube, 1998
- Nous, citoyens d'Europe. Les frontières, l'État, le peuple, coll. Cahiers libres, édition La Découverte, Paris, 2001
- Barcelona En Comú, Bookchin, D., Colau, A., and Cooren, N. (Eds.): Guide du municipalisme, 1er édition, Charles Léopold Mayer, 2226 p, 2019
- Carrel, Marion et Neveu, Catherine (dir.), Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes, Paris, Karthala, coll. « Recherches internationales », 2014, 328 p.
- Carrel, Marion et Rosenberg, Suzanne, Face à l'insécurité sociale, désamorcer les conflits entre usagers et agents de service public, La Découverte, 2002
- Castel, Robert, « La citoyenneté sociale menacée », Cités 2008/3 (n°35), p. 133-141
- Di Cesare, Donatella, Resident foreigners. A philosophy of migration, Polity Press, 2020
- Isin, Engin, "Citizenship after orientalism", in Handbook of Citizenship Studies, edited by E. F. Isin and B. S. Turner. London: Sage, 2002
- Isin, Engin, « La ville comme lieu du social », Rue Descartes 1/2009 (n°63), p52-62
- Isin, Engin F. and Nielsen, G. M.: Acts of Citizenship, Zed Books Ltd, London ; New York : New York, 320 p, 2008
- LOCHAK, Danielle, « Comment définir la citoyenneté ? », in Étranger et citoyen : les immigrés et la démocratie locale, Amiens, éd. Licorne, 1993
- Mouffe, Chantal, « L'itinéraire de la démocratie radicale », Raisons politiques 2009/3 (n° 35), p. 207-220
- Neveu, Catherine, (collectif sous la direction de), Espace public et engagement politique. Enjeux et logiques de la citoyenneté locale, Paris, L'Harmattan, 1999
- Neveu, Catherine, « Les enjeux d'une approche anthropologique de la citoyenneté », Revue européenne des migrations internationales, MSH Poitiers, 2004, 20 (3), pp 89-101
- Nordling, Vanna , Sager, Maja & Söderman, Emma « From citizenship to mobile commons: reflections on the local struggles of undocumented migrants in the city of Malmö », Sweden, Citizenship Studies, 21:6, 710-726, 2017
- Parrot, Karine, Carte blanche. L'État contre les étrangers, La Fabrique éditions, Paris, 2019
- Sayad, Abdelmalek, L'immigration ou les paradoxes de l'altérité, 1. L'illusion du provisoire, Paris, Raison d'agir, 2006
- Schilliger, Sarah « Challenging who counts as a citizen. The infrastructure of solidarity contesting racial profiling in Switzerland », Citizenship Studies, 2020, 24:4, 530-547
- Tassin, Étienne, « Philosophie et politique de la migration », Raison publique, 2017/1, n°21, p197-215

Communauté
m - te
migration (juré)
exclusion
Etat-nation / Frontières
Transnational
U.E.
officiels → Régional / Mondial → Responsabilité
Monde





L'INTIME EST POLITIQUE

Les textes réunis dans cette section déroulent la part sensible de nos vies, les regards intimes sur sa propre existence, pour l'inscrire plus largement dans la société. Quand parler de soi c'est aussi parler des autres. De nos relations aux autres. La tristesse, la peur, la nostalgie, la colère, la honte, le sentiment de dette... Les effets de la silenciation, ce processus politique qui fait taire la parole minoritaire. Et soudain les mots sortent !

MARIAM VELIASHVILI

IMMIGRATION, NOSTALGIE ET IDENTITÉ

Nostalgie. 1. Tristesse et état de langueur causés par l'éloignement du pays natal ; mal du pays. 2. Regret attendri ou désir vague accompagné de mélancolie. (Larousse en ligne, s. d.)

J'ai toujours été quelqu'un de très nostalgique. J'ai toujours eu tendance à idéaliser mon passé et à toujours évoquer des souvenirs avec un peu de mélancolie. Mais le sentiment de la nostalgie est entré dans ma vie avec toute son intensité lorsque j'ai déménagé en France pour mes études. Pour la première fois, je me suis retrouvée seule dans un environnement complètement étranger, où je ne connaissais personne et j'avais le sentiment de ne plus savoir comment continuer à vivre, tout était si étranger et inhabituel. Avant de venir étudier ici, j'avais déjà voyagé plusieurs fois en France et dans d'autres pays, mais apparemment ce n'est pas la même chose de visiter un endroit pendant les vacances et de commencer à y vivre vraiment, loin de sa famille et de ses proches.

L'immigration implique inévitablement une séparation. Lorsque nous déménageons et que nous commençons à vivre dans un nouveau pays, nous vivons nécessairement une sorte de perte – la perte de notre premier foyer, de la langue maternelle, de l'environnement familial. Après une telle séparation radicale de tout ce que l'on connaît – les gens, la langue, la culture et les habitudes – une personne doit s'adapter au nouveau pays, au nouveau mode de vie, au nouvel environnement, ce qui comprend nécessairement des changements dans le comportement individuel. Ces changements peuvent impliquer la trans-

formation des modèles culturels, comme la langue, la religion, les préférences alimentaires, aussi bien que les problèmes liés à la participation active dans une nouvelle vie sociale et économique, à la santé et au bien-être social, aux valeurs culturelles et politiques, etc. Le passage de la culture d'origine à la culture d'adoption n'est donc pas facile. C'est un processus complexe, qui est souvent accompagné par le sentiment de la nostalgie.

Comme l'indique Andreea Deciu Ritivoi dans son livre *Yesterday's self. Nostalgia and Immigrant identity*, la nostalgie est un terme des plus précis pour décrire l'expérience des immigrants¹. Le mot nostalgie vient du grec : nostos, retour, et algos, douleur. Bien qu'elle soit aujourd'hui fortement chargée de connotations poétiques et définie de manière très vague et sentimentale, la nostalgie était d'abord utilisée comme un terme médical : il a été inventé par un médecin suisse, Johannes Hofer en 1688 et il définissait une condition médicale développée par des personnes qui étaient loin de chez elles et qui aspiraient à revenir dans leurs pays mais qui étaient, pour plusieurs raisons, incapables de le faire. Ces personnes souffraient des symptômes physiques causés par la nostalgie – fatigue, perte d'appétit, insomnie, insensibilité à l'entourage, indifférence envers tout, l'anxiété résultant de la perte de tous les signes et symboles familiers des relations sociales, etc. Au fur et à mesure, la définition de la nostalgie a évolué et elle a commencé à désigner un sentiment de regret des temps passés ou des lieux lointains, auxquels on associe des souvenirs agréables. Mais on peut dire que les immigrant-es ressentent les deux aspects de

[1] RITIVOI Andreea Deciu, *Yesterday's self. Nostalgia and Immigrant identity*, Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 2002.

la nostalgie simultanément – c'est à la fois le mal du pays, et la réminiscence sur leur passé dans un endroit lointain, dans un chez-soi lointain.

Dans son livre, *The Future of Nostalgia*, Svetlana Boym développe une idée que le chez-soi n'est pas un endroit physique, mais un endroit imaginé, une sorte d'état d'esprit. Quand nous sommes à la maison, nous n'avons pas besoin d'en parler. D'après elle, « être chez soi » est une expression légèrement agrammaticale dans de nombreuses langues. Nous savons juste comment le dire dans notre langue maternelle². Se sentir chez soi, c'est savoir que les choses sont à leur place et savoir que nous aussi nous sommes à notre place ; c'est un état d'esprit qui ne dépend pas d'un lieu réel. L'objet de la nostalgie n'est pas alors vraiment un endroit appelé maison mais ce sentiment d'intimité avec le monde ; ce n'est pas le passé en général, mais ce moment imaginaire où nous avions le temps et ne connaissions pas encore la tentation de la nostalgie³.

L'expérience de chaque immigrant-e est unique. Certain-es s'adaptent rapidement, les autres prennent plus de temps. Pour certain-es le mal du pays est difficile à gérer, d'autres trouvent le sentiment de « chez-soi » plus facilement. Dans mon cas, l'adaptation a été longue et difficile. Au début, pendant un certain temps, je pleurais tous les jours, j'avais peur et tout me manquait énormément – ma maison, ma chambre, les rues familières de ma ville, les conversations dans ma langue maternelle. Peu à peu je me suis habituée à ma nouvelle vie en France, mais la tristesse et l'anxiété m'ont suivie encore pendant longtemps. J'essayais de m'adapter, mais je me sentais toujours comme étrangère. À première vue, tout allait bien : je me faisais de nouveaux et nouvelles ami-es, j'étudiais bien, je prenais du plaisir à découvrir la nouvelle culture, mais la nostalgie me suivait

partout. Et c'est là que j'ai commencé à me demander si c'est vraiment possible de repartir de zéro dans un nouvel endroit ? Si nous pouvons commencer la vie à zéro ailleurs – et il y a de nombreux exemples montrant que beaucoup d'entre nous le peuvent – peut-on croire que nous appartenons vraiment à quelque part ? Le « chez-soi » est-il une notion conditionnelle ? Nos identités sont-elles façonnées seulement par une communauté spécifique ou peuvent-elles changer quand on commence à vivre ailleurs ? Est-il possible de devenir une vraie partie d'une nouvelle communauté, un-e vrai-e citoyen-ne, ou bien on est condamné à toujours se sentir étranger-e ? La nostalgie est-elle un sentiment passager comme tant d'autres dans nos vies, ou restera-t-elle toujours avec les immigrant-es en les partageant entre deux pays ? Peut-on être un citoyen nostalgique, ou bien la nostalgie nous empêche-t-elle de devenir de vrais citoyens du nouveau pays ?

Bien que la nostalgie nous fasse ressentir toutes ces choses, elle n'est pas forcément quelque chose de mauvais. Parfois elle nous aide même à mieux nous intégrer et nous faire nous sentir chez nous. Lorsque les immigrant-es s'installent dans un nouveau pays, ils et elles commencent à participer aux diverses institutions de cette société : les écoles, les syndicats, la santé, les clubs sportifs, etc. En outre, ils et elles peuvent également créer de nouvelles institutions qui n'existaient pas auparavant dans ces communautés, telles que des associations culturelles ou religieuses ou des écoles pour l'enseignement de leur langue maternelle. Certaines de ces nouvelles institutions peuvent avoir des liens avec des institutions similaires dans les pays d'origine des immigré-es. On peut supposer que la nostalgie joue une part considérable dans ces processus : les immigrant-es créent les institutions de leur propre culture ou religion pour ne pas perdre leur identité, leur culture, langue et religion qu'ils ont laissé dans leurs pays d'origine.

[2] BOYM Svetlana, *The Future of Nostalgia*, New-York, Editions Basic Books, 2001, p. 251.

[3] *Ibid.*

L'intégration des immigrant-es passe donc par leur immersion dans la vie sociale – le processus qui est

souvent nourri par le sentiment de la nostalgie. Mais quant à la participation politique des immigrant-es, de nombreuses études montrent que les citoyen-nes issu-es de l'immigration sont moins actif-ves dans la vie politique. Cela peut être expliqué par le fait que beaucoup d'immigrant-es ne sont pas citoyen-nes du pays d'établissement et peuvent donc ne pas avoir droit à la participation politique. Cela ne veut pas dire qu'ils n'ont aucun droit. Les droits de l'homme, qui sont universels, et la plupart des droits civils : liberté d'expression, d'association, de religion, de réunion et de manifestation, s'appliquent aussi bien aux citoyen-nes qu'aux non-citoyen-nes. Mais même dans le militantisme et l'activisme social, la nostalgie et le sentiment de ne pas vraiment appartenir à cette nouvelle communauté peuvent rendre les immigrant-es moins agissant-es. Elles et ils peuvent ressentir une certaine distance vis-à-vis des questions sociales et politiques qui sont mises en avant par les militant-es, pas parce qu'elles et ils ne les trouvent pas importantes ou pertinentes, mais ils et elles peuvent avoir le sentiment que cela ne les concerne pas vraiment, ou qu'ils et elles n'ont pas vraiment le droit d'exprimer leurs opinions, vu qu'elles et ils sont étranger-es.

La nostalgie est donc assez ambivalente. Parfois elle nous aide à mieux nous intégrer et les autres fois elle peut créer une distance et nous empêcher de devenir des citoyen-nes engagés-es.

Lorsque je me sentais particulièrement triste et nostalgique au début de mon séjour en France, je me demandais quel était l'intérêt de tout cela. Quitter nos maisons, notre famille, nos ami-es, tout ce qui nous est cher, à la recherche d'une vie meilleure, en espérant qu'un jour nous les retrouverons – est-ce que cela vaut vraiment la peine ? Mais d'un autre côté, l'immigration et l'affrontement avec une nouvelle culture nous permettent de voir le monde différemment, de deux points de vue simultanément. La principale caractéristique de l'immigration est une double conscience, une double exposition de temps

et d'espaces différents. Bien que notre lieu de naissance nous offre le confort de la familiarité, parfois il favorise moins notre croissance et notre compréhension des différences. Le développement de notre conscience ne commence pas à la maison, mais au moment où l'on quitte la maison. Après tout, chaque adolescent-e rêve de quitter la maison. Mais tous les immigrant-es savent que l'exil est beaucoup plus séduisant comme image poétique que comme expérience vécue. C'est plus poétique sur le papier que dans la vie réelle. Dans mon cas, l'immigration était une décision consciente avec un but précis – poursuivre mes études, en sachant que c'est temporaire et que je peux revenir chez moi quand je veux. J'imagine donc que c'est encore plus difficile pour ceux qui quittent leurs maisons parce qu'ils le doivent, parce qu'ils n'ont pas d'autre choix.

Comme le dit Andreea Deciu Ritivoi, les immigrant-es adultes ne naissent pas de nouveau et ils et elles ne commencent pas une vie totalement nouvelle, pas même lorsqu'ils et elles doivent apprendre les bases d'une nouvelle langue, ou choisir un nouveau métier, fonder une nouvelle famille, etc.⁴ Nous laissons beaucoup de choses derrière nous, mais nous apportons toutes une idée de qui nous sommes. La nostalgie peut nous aider à concentrer notre attention sur nos histoires de vie et sur nous-mêmes en tant que protagonistes de ces histoires et ainsi nous faciliter le processus de l'adaptation.

En tant qu'immigrant-es, nous vivons dans l'entre-deux en essayant de conserver notre identité passée et d'en adopter une nouvelle. Nous sommes condamnées à toujours avoir ce sentiment de double appartenance – à un moment donné, nous retrouvons le « chez-soi » ailleurs aussi, mais nous n'oublions jamais d'où nous venons. Nous nous retrouvons souvent dans ce conflit, mais ce n'est que par nostalgie que nous pouvons embrasser et accepter les deux.

[4] RITIVOI Andreea Deciu, *op.cit.*

MALIKA UNG

SILENCE RADIO

On m'a appris à me taire depuis le plus jeune âge. Rien à faire, malgré mes nombreuses années à travailler en radio, il est toujours difficile de me frayer une voix. J'avais bien compris en tant que petite fille cambodgienne que je devais être sage. Je jouais le jeu même si je détestais les règles. Car on m'avait refourgué le mode d'emploi sans même me demander si j'aimais le jeu.

RÈGLE N°1 : INTÉRIORISER LES CLICHÉS RACISTES

J'ai longtemps cru que la discrétion était héritée de la culture asiatique : discrète et pudique... C'est lorsque j'ai lu le livre de Faïza Guène « la discrétion », que j'ai réalisé qu'il n'en était rien... Yamina, l'héroïne née en Algérie de la génération de mes parents vivait elle aussi en toute discrétion depuis son arrivée en France. Le mythe de l'asiatique docile n'était qu'un stéréotype de plus qu'on m'avait inculqué. Je vais vous raconter comment j'ai gobé tous ces clichés.

Quand on était petites, mes sœurs et moi avions l'habitude de rire aux éclats. On rigolait à gorge déployée : dehors, au resto, au supermarché, au parc... Ma mère nous rappelait souvent à l'ordre, gênée, en nous disant de baisser d'un ton pour ne pas se faire remarquer. Elle prétextait qu'il ne fallait pas déranger. Mais déranger qui, déranger quoi ? On n'avait pas le droit de manifester sa joie ? Notre existence était-elle si pénible à ses yeux et ceux des autres ? On se taisait donc.

Ma mère avait intégré la honte. Celle d'être réfugiée en France et de devoir rester discrète. Je lui en voulais mais je ne comprenais pas à l'époque. Ma déception n'aurait pas dû être dirigée contre elle mais envers les institutions qui accueillent soi-disant tous ces gens. Ma mère n'était pas responsable de cela. Elle était juste victime de la violence qui découle de cette

injonction à être un bon Français quand on devient immigré. N'étions-nous pas assez françaises pour avoir le privilège de rire à gorge déployée ? Ma mère avait intériorisé une dette envers ce pays d'accueil en tant que demandeuse d'asile. Elle ne s'incluaient pas dans ce public. Parce qu'on ne l'avait jamais encouragée à prendre pleinement sa place : elle avait un accent, elle n'avait pas étudié, ses ancêtres n'étaient pas Français pure souche... Elle serait donc sage comme une image pour prouver à sa seconde patrie qu'elle ne regretterait pas de l'avoir recueillie, elle et ses enfants.

Mes parents ont travaillé comme des acharnés pour se fondre dans la culture française. Ils ont appris à oublier leur propre histoire. Ils nous ont transmis malgré eux que plus nous serions françaises, plus la vie serait facile pour nous. Alors nous avons appris à ne pas aimer nos « particularités » afin d'avoir un avenir moins incertain. J'ai donc renié mes origines : j'avais honte lorsqu'on mangeait le méchoui au parc public avec les autres Asiatiques que tout le monde croyait Chinois. Je ne voulais pas être confondue avec eux. J'éprouvais une telle répugnance vis-à-vis de cette pratique. Ne pouvions nous pas manger comme les autres sur une petite nappe rouge et blanche à carreaux avec des petits paniers en osier et des verres à pied ?

Je m'évertuais à gommer les aspérités de la culture cambodgienne en même temps que mes parents. Mais pour quoi faire ? Être aimée, ne pas avoir l'air trop étrangère ?

Je me souviens aussi que ma mère m'interdisait toujours d'ouvrir le pot de sauce nioc mam et de kapik pao – pâte de crevette – devant mes amies françaises. Pour ne pas les incommoder. Elle voulait éviter toute



gêne et tout désagrément aux invités blancs qui venaient à la maison. J'ai ainsi intégré que notre nourriture – « puante » – n'était pas conforme au regard de la société. Elle ne correspondait pas aux normes de la Grande Gastronomie Française. Ainsi, nos nouilles et nos « bols de riz » n'étaient pas à la hauteur des grenouilles et escargots d'ici. Ironie du sort quand on voit le succès des udon, des bobun ou encore des poke bowl à prix d'or aujourd'hui...

Alors pourquoi je vous raconte tout cela ? Parce que j'ai compris que tout cela n'était pas seulement mon histoire. C'était systématique voire systémique chez tous les enfants d'immigré-es. J'ai réalisé que nombreux sont les français-es de parents immigrés qui ont été silencieux-es comme moi, dont on a dévalorisé la langue, la culture, qu'on a effacé-es de l'histoire. Ces personnes sont d'ailleurs plusieurs à avoir intégré et participé à ce jeu de l'assimilation malgré eux...

RÈGLE N°2 : L'INJONCTION AU SILENCE

La silenciation c'est être mis de côté tranquillement lorsque tu commences à percer. Car tu peux briller, mais attention à ne pas faire d'ombre à ceux qui sont en haut. C'est le fait d'être non seulement invisibilisé, mais en plus dépourvu d'histoire, de parole ou de conscience. C'est l'exemple typique de la femme au travail, qui se fait recadrer lorsqu'elle fait une proposition qui sort des sentiers battus. C'est l'humiliation de l'élève boursier qui a bénéficié de l'affirmative action – ou discrimination positive, comme on dit dans notre bon vieil Hexagone – à qui l'on répète sans cesse qu'il a de la chance d'être dans une école prestigieuse et renie son talent. C'est être stigmatisé de délinquant, être vu comme sauvage, sale ou bruyant. Ce sont toutes ces images de banlieusards qu'on colle aux personnes racisées, des miroirs déformants de misérabilisme, d'ignorance ; tu dois faire le taf au service des plus aisés et te plier à leurs besoins et tout ira pour le mieux : cuisiner, nettoyer, livrer, laver, éduquer leurs enfants et construire leurs maisons...

S'il t'arrive la moindre envie de te plaindre, gare à toi ! Car il ne faut pas dépasser les maîtres, ceux qui savent ! En remettant en cause l'ordre établi par le

vieux monde mâle occidental hétéro, tu bouleverses le statu quo. Tu chamboules la partie de ceux qui ne peuvent plus continuer à faire des blagues blessantes tranquillement comme avant. Être silencieux, c'est aussi s'écraser quand on te demande « Tu manges des nems ? ». Car la bienséance protège les plus forts. Elle veut que l'on sourit gentiment en serrant les dents pour ne pas

créer de conflit. On ne doit pas se montrer susceptible pour ne pas être hors jeu. L'enjeu est en réalité de ne pas froisser le discours dominant, au risque d'être définitivement rayé, effacé du système.

J'ai cru qu'il était possible de discuter et d'avoir des avis différents les uns les autres. Je croyais qu'on pouvait refaire le monde avec ses amies. Une fois j'ai froissé l'une d'entre elles lorsque j'ai parlé de racisme. Elle s'est offusquée car elle jugeait mes idées trop radicales face à ses valeurs pures et nobles de « liberté d'expression » et ses beaux concepts d'égalité. Elle s'est sentie attaquée quand j'ai parlé de « privilèges » et m'a cancelé alors qu'elle condamnait elle-même cette pratique et les dérives de la société... La silenciation c'est aussi ne pas pouvoir dire ce qui ne va pas. C'est craindre de dire « blanc-ches » de peur d'être taxé de raciste, de crier au racisme pour ne pas être dans la « victimisation », ne pas pouvoir dire « racisé » car quand j'emploie ce mot ma jeune psy est choquée et me reprend...

*Être silencieux,
c'est aussi
s'écraser
quand on
te demande
« Tu manges
des nems ? »*

RÈGLE N°3 : MANIER LA LANGUE FRANÇAISE. PRONONCER, C'EST EXISTER

Alors que faire si ce n'est encore et toujours se taire ? Mes parents comme beaucoup d'autres ont tout misé sur l'école. Il nous fallait être éduquées pour être intégrées et nous l'avons bien compris. Ils nous ont poussé mes sœurs et moi, à aller le plus loin possible dans les études. Docteur, avocate ou que sais-je ? Il leur fallait une revanche, on devions être ambitieuses.

J'aimais bien le français au collège. Écrire c'était comme jouer avec des mots, c'était créatif. Et puis c'était pratique pour remplir les formulaires, demander des services à la dame du guichet, faire des papiers, décrire le monde... J'ai pris conscience jeune que les mots ont un pouvoir. Celui d'écrire de jolis discours qui passent bien auprès des décideurs. Ils peuvent caresser dans le sens du poil pour obtenir ce que l'on veut. Ils peuvent aussi marteler, taper, claquer, matraquer ou humilier. Les mots sont des armes. Parfois même ils assassinent sans même crier gare :

« *Vous êtes des assisté-es !* »

Il fallait donc que je me les approprie pour me défendre et éviter les pièges, être digne. Les inconnus que je croise sont d'ailleurs stupéfaits par mon français sans accent ! « Épatant pour une Asiatique née en France ! » — Tu parles ! — Moi je rageais toute seule dans ma tête en maudissant ces gens qui ne comprennent rien. Je me suis toujours consolée en me disant qu'ils sont ignorants et que ça n'est pas grave. Car en fait, c'est important de ne pas tout savoir. Il faut juste en avoir conscience, c'est tout. Je ne connais pas tous les mots et c'est tant mieux ! A trente-trois ans je pose encore mille questions sur la définition des mots. Je me demande s'ils peuvent blesser ou pas, s'ils sont corrects dans certaines situations ou pas d'autres. Car ces mots ne me sont

pas tombés tout cuits dans la bouche grâce à papa et maman. Non. Les mots s'apprennent. Ils mettent du temps à être intégrés, digérés, recrachés. Les références culturelles s'apprennent progressivement tout comme prendre la parole n'est pas inné. Vous n'avez pas remarqué ? Ce sont toujours les mêmes qui parlent. Car ils ont grandi en croyant qu'ils étaient légitimes de prendre la place, qu'ils étaient dans leur plein droit de déclamer tout et n'importe quoi. Ont-ils pour autant des choses plus intéressantes que les autres à dire ?

Vu que je parle un peu mieux la langue désormais, que je suis de l'autre côté du poste radio et qu'on n'entend pas mes fautes d'orthographe, je peux utiliser tous ces mots qui font genre. S'ils ont longtemps manqué à mon vocabulaire, à l'expression de mes émotions, ils sont aujourd'hui présents. Ils ramment à la surface. Sous forme de lettres et de sons, ils m'accompagnent. Et je ne veux pas en faire des armes. Je dois en faire des caresses qui percutent et fassent cogiter, qu'ils touchent ou qu'ils bousculent. Mais ils ne peuvent pas rester aux mains de ceux qui croient tout savoir. Ils doivent se réinventer, circuler, s'exprimer autrement que dans la vieille académie franchoullarde. Non-binaire, hacker, démonétisation, bao, bolos, invisibiliser, vénère, être refait, prendre cher... Toutes ces expressions sont des souhaits. Ceux de changer. Il est temps de modifier les règles du jeu et de rebattre les cartes. Inversons les rôles et réécrivons le mode d'emploi.

Et maintenant, qui veut jouer au roi du silence ?

GAËLLE PARTOUCHE

SENSIBLE DE NEDJMA KACIMI

Il faut que je sois honnête, que je vous avoue que, régulièrement, dans mon métier (ndlr libraire), je fais des crises de foi. Ça arrive bien souvent après que j'ai beaucoup, beaucoup lu.

J'essaie de beaucoup lire parce que j'aime ça et qu'aussi c'est mon job, comme on dit. Je lis pour pouvoir conseiller ensuite, donner envie aux autres, avoir l'impression d'être tombée sur quelque chose qui vaut son pesant de pages. Je lis des piles et des piles et tout d'un coup, je suis écoeurée, il y a un livre de « trop » et c'est « la » crise de foie : trop lourd, trop de mots, trop de déjà vu et revu, trop de vide aussi souvent, très souvent d'ailleurs. Et la crise de foie se transforme souvent, mais alors va savoir pourquoi, en crise de foi : pourquoi je fais ce métier ? Quand est-ce que je vais retomber sur un truc bien ? Si ça se trouve : plus jamais ? Et comment je vais faire ? Et alors ça tourne et ça tourne, et c'est parti pour les grandes décisions. Je dis : alors là c'est plus possible, j'arrête. Je lis plus. Et ça revient, je veux dire, qu'au bout d'un moment de jeûne, j'ai à nouveau envie, je reprends plaisir, etc. C'est reparti pour un tour... Ce qui est extrêmement rare en revanche, c'est quand la crise de foi s'arrête en lisant un de plus. C'est rarissime. Que le livre de plus provoque le remède au mal. Et là, quand ça arrive, j'ai envie de me jeter aux pieds de l'auteur-riche, et de lui dire : merci, merci, si vous saviez, sans vous je ne serais pas là, vous m'avez sauvée, je vous suis redevable à vie, je vais dire à tout le monde de lire votre livre, etc. etc. C'est extrêmement rare et c'est ce qui m'est arrivé en lisant *Sensible* de Nedjma Kacimi. Une bouffée d'air qui sauve. Une pointe acérée qui réveille de la mauvaise torpeur, un désanesthésiant, une secouade qui ranime. Le pire, c'est qu'on ne savait même pas que l'on était endormi-e, mais le livre de Nedjma (j'ai

envie de l'appeler Nedjma, par son prénom, comme une amie qu'elle serait devenue par son écriture), le livre de Nedjma, donc, met à jour cela aussi : cette dormance aussi dans laquelle on s'était évanoui-e, absenté-e. C'eût été tellement plus simple. Et pourtant dans ses mots : aucun reproche, aucune récrimination, pas de morale... un tour de force tout en douceur. C'est maintenant que j'ai envie d'arrêter de lire. Pour garder celui-là encore avec moi, dedans moi. Et le conseiller, le partager aussi.



Résumé par les éditions Cambourakis

Comment se sentir intégré dans un pays où l'on est pourtant né lorsqu'on est sans cesse renvoyé à une origine autre parce que plus visible ? Près de soixante ans après l'indépendance de l'Algérie, Nedjma

Kacimi revient sur sa prise de conscience tardive des discriminations dont elle a été l'objet pour mettre en perspective une histoire souvent biaisée et donner voix à nombre de récits parallèles méconnus venant disloquer cette version officielle oppressante. À travers une déambulation dans l'histoire française récente mais également des textes littéraires ou des éléments de culture populaire, Nedjma Kacimi dis-sèque avec vigueur les contradictions d'une France encore arc-boutée à des stéréotypes qu'il est urgent de faire voler en éclats pour laisser sa place à une jeunesse diverse et créative trop souvent opprimée. Mêlant intime et politique, *Sensible* est un texte puissant, tout entier porté par la volonté d'opérer une chirurgie réparatrice qui redonne du pouvoir aux mots et de l'espoir aux jeunes générations.





AGIR ENSEMBLE

[...] « en tout, il s'agit de faire ensemble. Habiter ensemble dans les mêmes lieux pour sortir de la logique de la mise à l'écart, la logique de l'altérité ». C'est là, la seule solution pour faire du commun, pour fabriquer un monde commun. (Camille Louis)

Camille Louis est dramaturge et philosophe. Elle a publié La conspiration des enfants au PUF, en 2021. Ces propos sont également inspirés de son article "City Plaza, ce que peut encore dire hospitalité," revue Plains Droits, GISTI, 2017/2, n°113

ASSEMBLÉE GRENOBLOISE D'ACCUEIL DE LA DÉLÉGATION ZAPATISTE

L'AUTONOMIE ZAPATISTE

Le premier janvier 1994, après une dizaine d'années de préparation, l'armée des communautés zapatistes (EZLN) s'empare de la ville de San Cristobal de Las Casas et de six autres municipalités du Chiapas au sud du Mexique. Au cours de ce soulèvement, réalisé le jour de l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange nord-américain ALENA, l'EZLN déclare la guerre au gouvernement mexicain en dénonçant la spoliation et l'exploitation auxquelles les peuples indigènes résistent depuis plus de 500 ans. L'idée n'est pas de prendre le pouvoir, mais de provoquer une transformation radicale du pays pour construire un monde meilleur où tous les mondes seraient possibles. Rapidement un élan de soutien, national comme international, se manifeste, permettant que le 12 janvier de la même année soit décrété le cessez-le-feu. À partir de ce moment, et sous la forme de communiqués, les balles ont été remplacées par la parole, explorant avec les mots des manières de bâtir le futur que les tout-puissants refusent au peuple.

Des municipalités autonomes zapatistes prennent forme en résistant au gouvernement mexicain, aux paramilitaires et aux mégaprojets des multinationales. Ces espaces affranchis se regroupent en cinq caracoles, qui sont les centres politico-culturels des grandes régions où siègent leurs instances de coordination : les Conseils de Bon Gouvernement. Tout en cohabitant avec des villages non zapatistes sur un territoire grand comme la Bretagne, ces communautés vivent la lutte au quotidien et montrent, à travers l'exercice de la démocratie directe, qu'un autre monde est possible et existe déjà.

Créant de la sorte une nouvelle forme d'administration politique basée sur sept principes indispensables à la construction de ce que les Zapatistes nomment « diriger en obéissant » (mandar obedeciendo) dont on pose ici la traduction publiée en partie par l'Université d'été d'Utopia de 2012.

Commander en obéissant (Mandar Obedeciendo)

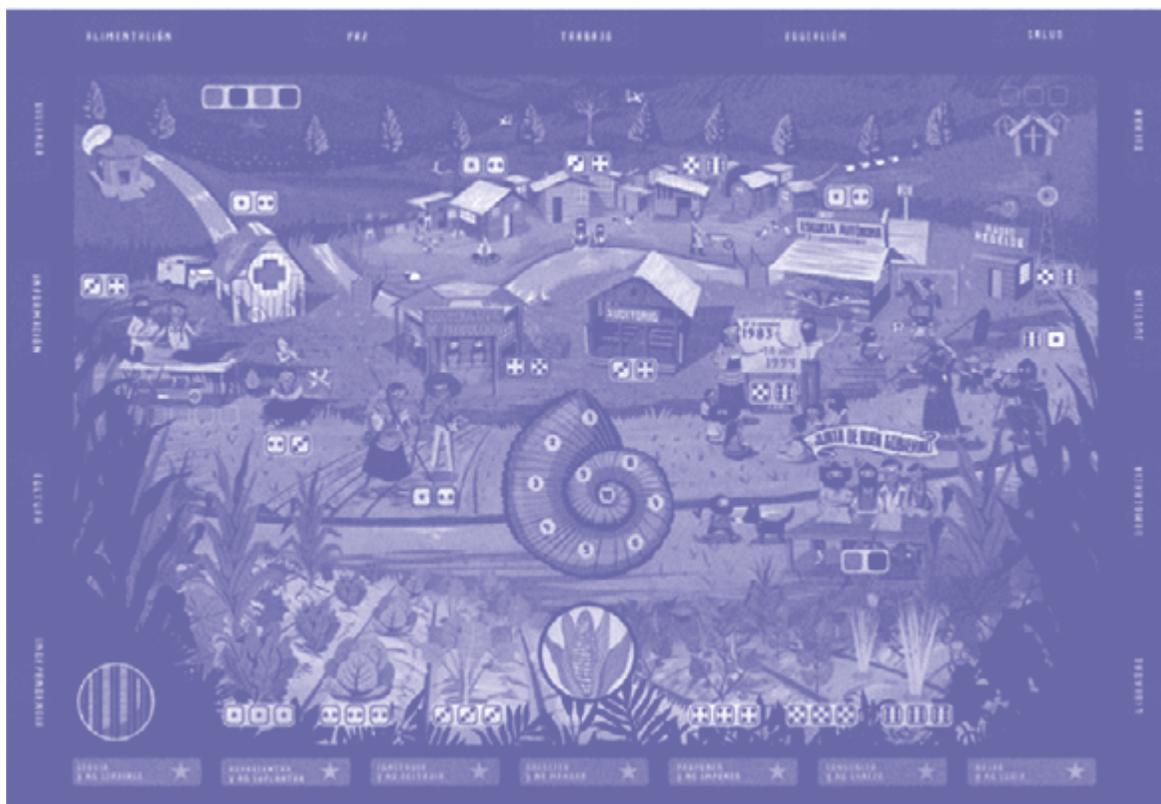
C'est le peuple qui décide, en assemblée et qui mandate des personnes pour que celles-ci puissent appliquer les décisions collectives. C'est ainsi que sont désignés les membres des différentes instances de « bon gouvernement » qui régulièrement doivent rendre compte de leurs actions, pouvant être démis-es de leurs fonctions si besoin.

Représenter et non supplanter (Representar y no suplantando)

Il s'agit ici de l'idée que celles et ceux qui sont chargés par la communauté de diriger sont surtout là pour donner voix et corps à ce qui est décidé par la base.

Partir d'en bas et non d'en haut / ne pas chercher à s'élever (bajar y no subir)

Les charges ne sont pas des carrières, ni un moyen de s'élever au-dessus du reste de la communauté. Elles ne sont pas non plus un moyen de court-circuiter les décisions prises par les assemblées. Les mécanismes de contrôle y veillent, et le mode d'organisation participe de ce système où « diriger » n'est pas un métier : mandats tournants, non cumul des charges, non rémunération...



Servir et non se servir (Servir y no servirse)

Les charges ne sont pas l'occasion de faire carrière ou de s'enrichir, puisque de toute façon au sein des communautés on repère vite si quelqu'un s'enrichit de manière « anormale ». Les richesses sont partagées, comme la terre et ce qui en est issu.

Convaincre et non vaincre (Convencer y no vencer)

Le mode de prise de décisions est basé sur le consensus et non sur le vote, et les assemblées prennent le temps qu'il faut pour que chacune et chacun soit convaincu-e de ce qui est le mieux pour la communauté. Dans les assemblées on se coupe peu la parole, chacun peut s'exprimer et être entendu.

Construire et non détruire (Construir y no destruir)

À tous les niveaux de décision et de fonctionnement, l'idée est de construire du lien et non de diviser ou de détruire ce qui lie la communauté, ce qui en fait un collectif. Le gouvernement est la structure d'organisation que la communauté se donne pour prendre soin de ces besoins.

Proposer et non imposer (Proponer y no imponer)

Les conseils ne cherchent pas à imposer un point de vue, mais proposent aux assemblées des solutions aux problèmes, qui sont tranchés par les assemblées.

Depuis Grenoble, au début de l'année 2021, commence à prendre forme une assemblée ayant pour objet d'accueillir *le Voyage pour la Vie*, un périple durant lequel une délégation de près de 150 Zapatistes a traversé l'océan pour rencontrer les luttes d'Europe situées en bas et à gauche. Afin de promouvoir la pensée zapatiste et *le Voyage pour la Vie*, le jeu de société *Autonomía Zapatista* a été créé par des camarades sympathisant-es d'autres contrées. C'est ce jeu coopératif qui nous a permis d'animer un après-midi durant les Rencontres de géopolitique critique de mars 2022. L'idée qui y est proposée est de construire collectivement des villages autonomes zapatistes. Pour ce faire, il faut consolider les 7 principes zapatistes et lutter pour obtenir les 13 valeurs (liberté, justice, démocratie, travail, éducation, indépendance, paix, alimentation, culture, information, santé et logement) qui sont celles qui vont permettre aux joueurs de développer les différents secteurs d'activité comme celui de la

production d'aliments, l'éducation, la communication ou encore la construction d'habitat.

Sans rentrer plus dans le détail, l'idée aujourd'hui est de vous présenter certains des éléments du plateau de jeu et certaines de ses cartes (41 cartes de contexte et 13 cartes de revendications) en les mettant en relation avec des événements récents de l'expérience zapatiste.

SYSTÈME ÉDUCATIF REBELLE AUTONOME ZAPATISTE DE LIBÉRATION NATIONALE



Le système éducatif indépendant cherche à renforcer les bases culturelles des communautés autonomes ainsi qu'à former des sympathisant·es en Amérique latine ou ailleurs. Dans ce texte, nous faisons écho à un appel que le système éducatif rebelle autonome zapatiste a lancé à l'international, pour participer aux cours de tsotsil (langue indigène) et castillan (espagnol). Cette invitation est l'une des actions permettant d'exercer les valeurs zapatistes, notamment celles de la culture et de l'éducation, matérialisées sur 2 des 13 cartes du jeu faisant spécifiquement référence aux revendications de l'EZLN et qu'il faut parvenir à acquérir pour clore la partie en construisant l'autonomie zapatiste.

Le centre de langues est un espace d'échange entre divers peuples et cultures du monde. L'apprentissage du tsotsil et de l'espagnol se fait en contexte de lutte dans un des caracoles. La langue n'est pas considérée comme une marchandise de plus : il n'est

pas question de la vendre mais de la partager avec tou·tes celles et ceux qui seraient ouvert·es à cette expérience éducative et culturelle et s'identifient avec la lutte anticapitaliste des Zapatistes pour la défense de la vie et pour un monde où tous les mondes sont possibles. Pour pouvoir y accéder et être accepté·e dans les cours et dans les programmes spéciaux, il est nécessaire d'avoir l'approbation d'une organisation ou du collectif. Cela permet d'assumer le compromis et la responsabilité de ce qu'implique d'aller jusqu'au Centre situé dans la Zona Altos, Caracol II de la Resistencia y Rebeldia, Oventic. Une fois accepté·es les étudiant·es sont logé·es et reçoivent 5 jours de cours en échange d'un apport qu'ils et elles doivent faire au Conseil de Bon gouvernement.

L'ARRIVÉE D'UN·E SYMPATHISANT·E



Cette carte est l'une des 41 cartes de contexte pouvant être tirées avant de commencer chacun des 10 tours que constitue la partie. Elle matérialise l'arrivée en territoire Zapatiste d'une brigadiste qui, en apportant sa force de travail, permet aux joueurs de disposer d'un dé de plus

pour l'organisation de l'action collective tout en enlevant une unité de nourriture. Cette carte permet au joueur ou à la joueuse de prendre la mesure de ce qu'implique l'accueil de sympathisant·es en territoire zapatiste. Une volontaire ou brigadiste qui arrive pour se former et apporter sa force de travail aux communautés, doit par ailleurs être nourrie. Cette rétribution doit être mesurée par les camarades zapatistes, car elle représente un réel effort en termes de moyens.

CAFÉ SOLIDAIRE DU COMMERCE ÉQUITABLE DU CHIAPAS (MEXIQUE)

À travers le monde ont été créées des petites associations qui ont pour objet de venir en soutien de

la distribution du café produit par des coopératives zapatistes en résistance, comme les coopératives « Yochin et SSIT Lequil Lum », « Yachil » et « Mut-Vitz ». Ce café est cultivé avec des pratiques agroécologiques et récolté avec dignité pour être distribué dans le reste du monde par un réseau de solidarité. La finalité de ce projet est de pouvoir garantir aux coopératives zapatistes en résistance une digne relation salaire-travail en achetant le café à meilleur prix que ne le font les intermédiaires. Le café zapatiste est donc une des manières de donner une réponse à trois autres de leurs valeurs : travail, terre et indépendance.

DÉPLACEMENTS FORCÉS



Mais les nouvelles ne sont pas toujours bonnes et les gens de pouvoir trouvent des manières de déstabiliser le projet zapatiste. Sur leurs terres, les camarades sont confrontés quotidiennement à un contexte contre-insurrectionnel particulièrement violent. Celui-ci est matérialisé dans

le jeu par des « cartes de contexte », pouvant manifester des menaces à affronter au cours de l'un des dix tours que compte la partie.

L'une d'entre elles est celle des paramilitaires. Elle représente les agressions contre les communautés autonomes par un groupe armé, illégal mais financé par l'État. Sur la carte sont représentées les conséquences d'une attaque, faisant perdre aux communautés des unités de nourriture, ainsi que le jeu de dé qui permettra de la neutraliser.

Un des exemples récents d'actions paramilitaires menées en territoire autonome est l'agression contre les bases de soutien de L'EZLN qui a donné lieu au déplacement forcé de six familles du village « El Esfuerzo » de la municipalité autonome de la Commandante Ramona.

Le jeudi 14 juillet 2022, des propriétaires communaux de Muculum Bachajón dirigés par leurs commissaires, des policiers municipaux et agents de protection civile, sont violemment rentrés dans le village « El Esfuerzo », en mettant le feu aux maisons et aux biens de six familles pour les obliger à sortir de leurs lieux de vie. Pour se sauver, ces dernières se sont rendues à la communauté de Xixintonil. Ces paramilitaires ont monté la garde jusqu'au vendredi 15 juillet et pendant la nuit ont tiré des coups de feu.

Le village « El Esfuerzo » possède 54 hectares de terres récupérées depuis 1994 par l'armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Les attaques paramilitaires mettent en danger 20 hectares de champs de maïs et haricots qui n'ont pas encore été récoltés. Par ailleurs par ces actes ont aussi mis en cause l'autonomie et la libre détermination des peuples, ainsi que la vie et l'intégrité personnelle des familles zapatistes. Il est possible de signer la pétition en soutien au communautés affectées, que vous trouverez sur ce lien <https://frayba.org.mx/desplazamiento-zapatistas-el-esfuerzo>.

Le Voyage pour la Vie est aujourd'hui fini, mais l'Assemblée de Grenoble continue à se réunir et à proposer des activités autour du zapatisme, afin de poursuivre la réflexion et construire d'autres mondes, ici comme là-bas. Si vous souhaitez apprendre et échanger autour de ce sujet, ou organiser une session autour du jeu *Autonomía Zapatista* pour votre collectif, groupe ou association, vous pouvez nous écrire à zapatistas38@gresille.org. Vous pouvez aussi vous procurer le jeu ici : <https://latiendacomprometida.com/zapatismo/2152-juegos-de-mesa-zapatistas.html>

LAURA PEAUD

RENCONTRES DE GÉOPOLITIQUE CRITIQUE ET TROUBLE TON GENRE

Pour la première fois, après plusieurs années d'échanges informels entre les deux équipes organisatrices des Rencontres de Géopolitique critique et du festival Trouble ton genre, ces deux événements se sont alliés pour proposer un moment commun. Le 10 mars a eu lieu à l'UFR Arts et Sciences Humaines un atelier d'autodéfense, non mixte, animé par l'association Ancrage. Une quinzaine de personnes ont pu y participer et découvrir des techniques, verbales et non verbales de réponse à des situations de harcèlement sexuel et sexiste. Ancrage propose par ailleurs des stages longs, pour s'initier plus en profondeur à ces techniques, et pour réfléchir aux mécanismes d'oppression et de domination des femmes et des minorités de genre dans l'espace public¹.

Dans le cadre du festival Trouble ton genre, un groupe d'étudiant-es et de collègues porte depuis quatre éditions les actualités scientifiques, militantes et sociales des questions féministes et de genre². Au fil des années précédentes, nous avons collectivement réfléchi, entre autres, à la place des femmes dans l'espace public, au féminisme néolibéral, aux masculinités, aux identités trans, etc. Dans une logique pluridisciplinaire, ouverte et inclusive, entre conférences, table-rondes et ateliers destinés à un public universitaire et non universitaire, les semaines de festival sont l'occasion de réaffirmer l'importance de ces thèmes, non pas seulement en tant

qu'ils sont des sujets de recherche, mais avant tout parce qu'ils nous touchent en tant qu'enseignant-es, étudiant-es et citoyen-nes. Le thème de l'édition 2022 des Rencontres de géopolitique critique, *Pour une citoyenneté plurielle et radicale*, a particulièrement raisonné avec l'esprit du festival. Et si avions envie, depuis plusieurs années, d'une collaboration, les années Covid n'en avaient pas donné l'occasion. C'est enfin chose faite en 2022, grâce à Ancrage.

L'événement fait sens en écho aux deux événements, parce que l'autodéfense rappelle que nous sommes citoyen-nes dans nos corps, au quotidien, et pas seulement lors d'échéances électorales. Cette pratique permet aussi de (re)prendre sa place citoyenne, de la défendre et de la renégocier, alors que la citoyenneté est inégalement exercée. Cet atelier a donc permis, pour celles qui y ont participé, de réfléchir autrement à l'assignation des femmes et minorités de genre à certaines places, en rappelant que ces places ne sont pas naturelles, mais qu'elles ont été construites par des rapports de domination socialement, politiquement et historiquement situés³. Et donc qu'elles peuvent être déconstruites, et reconstruites d'une autre manière. En ce sens, l'atelier s'inscrit dans une histoire des résistances, travaillée, pensée et performée du côté des militant-es, associa-

[1] Voir : <http://www.ancrage-autodefense.fr/>

[2] Voir le site du festival : <http://trouble-ton-genre.fr/>

[3] Froidevaux-Metterie Camille (2018), *Le corps des femmes*, Philosophie magazine éditeur, Paris ; Lieber Marylène (2008), *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*. Presses de Sciences Po, « Académique ».



tions, artistes comme du côté de la recherche⁴. En se tenant au sein de l'Université Grenoble Alpes, dans une salle de cours et en présence de nombreuses étudiantes, il témoigne aussi d'un enjeu de transmission de ces mémoires et pratiques de défense.

Si cette initiation, courte (1h30), s'est vécue en petit comité et à partir d'expériences individuelles, elle s'est donc pleinement inscrite dans une réflexion collective et collaborative. En proposant de réfléchir

ensemble aux réponses à apporter en cas de harcèlement dans l'espace public, elle a rappelé avec force que les expériences individuelles, privées, voire intimes, sont en réalité extrêmement politiques et publiques. Et que la citoyenneté se construit entre privé et public, intime et collectif, profondément inscrite dans nos pratiques, émotions et sensations corporelles quotidiennes.

[4] Elsa Dorlin (2017). *Se défendre. Une philosophie de la violence*. Paris : Zones, 200 pages.

ALEXIA ET THOMAS

HUMAIN VS DISCRIMINATION : COMPRENDRE ET APPRENDRE DE NOS DIFFÉRENCES

Texte écrit par Alexia et Thomas, membres de l'association Associa'Jeunes et en service civique au sein de cette dernière lors de l'année 2021-2022. Leur service civique a été accompagné par Herrick Mouafo de Modus Operandi.

Dans le cadre des Rencontres de géopolitique critique 2022 dont le thème était *Citoyenneté plurielle et radicale*, Associa'Jeunes a organisé un événement nommé *Pouvons-nous remporter le combat contre la discrimination*, le vendredi 18 mars 2022 au Transfo, en s'inscrivant dans ce mouvement de réflexion.

Pour rappel, Associa'Jeunes offre l'opportunité aux jeunes de s'exprimer concernant des sujets qui les touchent, notamment en permettant l'expression artistique (le chant, la danse, le théâtre...).

L'association s'attache depuis maintenant deux ans à mettre en lumière la parole des jeunes ayant subi des discriminations ou voulant simplement échanger sur cette question.

« Beaucoup d'inégalités, beaucoup d'injustices, la discrimination est-elle coupable de tous ces maux ? Les jeunes trouvent-ils leur place dans cette société ? »

Nous avons voulu mettre en exergue ces questions afin de présenter et discuter un rapport sur la discrimination produit par Associa'Jeunes dans le cadre du Fonds d'Expérimentation Jeunesse (FEJ).

En partenariat avec Modus Operandi, une structure qui ouvre des espaces de parole à des personnes qui ne peuvent pas parler à cause des dominations qui organisent notre société, les jeunes de l'association ont produit ensemble ce rapport. »

À l'image d'Associa'Jeunes, l'événement a composé un rendu varié mêlant visuel par la projection d'une vidéo, débat en utilisant le système des battles et spectacle avec différentes prestations telles que la danse, le chant et la poésie.

En guise d'introduction, une vidéo de Zianna Ophiant a été projeté. Cette petite fille noire américaine s'exprime sur les violences policières faites aux personnes de son pays. Ce qui a suscité des interrogations sur ce qu'était la discrimination. Parce qu'en effet, la couleur de peau est souvent une caractéristique populaire illustrant la discrimination.

Or, prenons le style vestimentaire. À la suite des 126 entretiens réalisés par l'association, le rapport énonce que 85% des jeunes déclarent avoir déjà été traités de « racailles » à cause du port d'un survetement. Également, 90% estiment être discriminés en fonction de leur lieu de vie ; de leur lieu de résidence. 80% des jeunes déclarent être discriminés du fait de leur couleur de peau.

L'intérêt était donc de cibler un seul type de discrimination pour s'étendre sur les autres causes.

Ce rapport a démontré que la discrimination est fondée sur des critères physiques, ethniques, religieux ainsi que sociaux. De façon imagée, la société serait divisée en différents clans combattant contre un ennemi commun : la discrimination. Nelson Mandela disait : *« Pour faire la paix avec un ennemi, on doit travailler avec cet ennemi, et cet ennemi devient votre associé ».*

C'est de cette manière qu'Associa'Jeunes, plutôt que de dénoncer l'ennemi, a opté pour la compréhension face à lui. Mais pour comprendre il faut s'interroger. Quelles sont les causes de cette discrimination ? Pourquoi perdure-t-elle au fil des années ?

Des questions qui ont trouvé des réponses lors de battles. Le principe d'une battle : un affront obligé à faire face à un adversaire et s'avancant tour à tour par rapport aux arguments défendus. Une Battle est un affrontement mettant aux prises deux adversaires qui se font face. Chacun s'avance à son tour et présente les arguments qu'il ou elle défend. Le public est invité à prendre part au débat en défendant une position, oscillant, entre le pour et le contre. Nous

avons choisi cette forme car elle permet un affront amusant et décomplexé.

Le public était invité à répondre à cette question : « Les enfants naissent-ils égaux ? ». Toutes les personnes présentes étaient invitées à piocher une étiquette où s'inscrivait soit la thèse du oui soit celle du non. Ainsi, deux groupes étaient créés sur ces deux thèses. Sauf que, les membres de chaque groupe, au lieu de défendre la thèse qu'ils avaient choisi, étaient plutôt invités à défendre la thèse qu'ils n'avaient pas choisi. Débattre sur la question a démontré que les arguments pour le « pour » étaient davantage basés sur la loi. Le public énonçait toutes les lois assurant l'égalité sociale comme l'article 1^{er} de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : *« Les hommes naissent et demeurent égaux libres et égaux en droit »* ou encore l'article 10 : *« Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations [...] »*. Ce qui fut convenablement accepté par l'autre partie.

En réponse à ces arguments, les personnes défendant la thèse du non se sont appuyées sur l'application en temps réel de ces lois. Selon elles l'égalité promue par la loi ne peut pas être appliquée. Elles en veulent pour exemples les discriminations policières subies par les personnes de couleur, ou d'origine arabe qui sont ignorées par la justice française. *« Les lois font rêver, mais la réalité nous réveille »*. Une phrase qui pourrait résumer les arguments de cette partie.

Le véritable enjeu est de vivre en cohésion dans cette société construite sur de solides représentations sociales. Comment mettre en place cette cohésion ? Il est ressorti que nous avons tous un rôle à jouer.

Lors de la récolte des témoignages, la police est un sujet qui a suscité de nombreux débats. Elle provoque généralement et de façon immédiate une crainte et un rejet par les jeunes. La police était alors

considérée comme l'ennemi, un affront obligeant à faire face à un adversaire.

Pour comprendre de manière inattendue le rôle que chacun peut jouer en société, nous avons convié un ancien directeur de police d'Echirolles (M. Karim Bouazama) dans le but de jouer un personnage autre que celui de sa profession. Il incarnait un professeur d'histoire géographie partageant le témoignage de ses élèves concernant la police. Ce n'est qu'à la fin que sa véritable identité a été révélée. C'est d'ailleurs grâce à son rôle que le public a osé s'exprimer davantage sur le sujet.

En prétendant être quelqu'un que l'on n'est pas, les gens adaptent un comportement plus ou moins agréable selon l'opinion qu'ils défendent. Lorsque M. Bouzama s'est dévoilé en tant qu'ancien directeur de police, les jeunes ont adopté une réaction assez surprenante. Dans un premier temps, c'est un peu comme s'ils s'assuraient qu'ils n'avaient rien dit de malencontreux concernant la police, puis dans un second temps, ils avaient un sentiment d'amitié envers cette personne qui, finalement, leur paraissait comme eux, humaine, ayant une vie de famille, des opinions...

À la fin de cet échange, M. Karim Bouazama s'est engagé auprès de nous, concernant un projet de rencontre entre les jeunes et la police municipale. Ainsi, l'ennemi, que l'on croit ennemi, peut devenir notre allié.

Il y a également eu des prestations artistiques ayant dénoncé les actes de discriminations, par le chant, la danse et la poésie. Elles incarnent le reflet d'une réflexion créative. Les jeunes ont apporté leur touche personnelle. Nous avons en effet souvent du mal à voir la jeunesse s'exprimer sur le sujet. La danse, le chant ou encore la poésie apportent ce nouveau regard sur la discrimination car elle est illustrée dans un cadre aménagé (la scène, le spectacle) mais qui se produit pourtant sous les yeux de chacun au quotidien.

Un danseur a choisi le titre de Kery James (en collaboration avec Fefe) - Blues qui parle de la maltraitance des noir-es dans la société. Ses mouvements ont captivé tout le public ainsi que l'émotion qu'il y a investi. La danse incarne cette idée de cohésion : les bras et les jambes font des mouvements différents mais l'ensemble s'accorde par le biais du corps tout entier.

Puis un poète a déclamé une poésie sur le sexisme qui permettait de comprendre des différences injustifiées de manière souple et délicate. Ce ne fut pas le premier, en 2015, l'autrice d'Harry Potter JK Rowling a rédigé un poème dénonçant la misogynie à l'occasion de la journée nationale du poème (le 8 octobre). En voici un extrait : « *C'est étrange, Vous revendiquez haut et fort préjugés. Mais votre anonymat suggère votre honte. Il y a une telle colère en vous qu'elle ne peut pas se faire passer pour de simples blagues* ».

Puis deux chanteuses ont posé leur voix sur la discrimination en général et le sentiment d'injustice que cela provoquait. C'était une mélodie joyeuse qui donnait espoir pour l'avenir. Un artiste de cette génération avait également parlé de ce sujet. D'ailleurs dans sa musique *Dis-moi*, qui dénonce les efforts dont doivent redoubler les gens de couleurs pour vivre en société.

Nous sommes ressortis de cet événement avec une réflexion intéressante. Nous avons pu analyser la loi et l'application de cette loi comme l'un représentant l'utopie et l'autre l'illusion, soit la loi en elle-même, énonçant des droits honorables et rêveurs, face à un mythe déconstruit qu'est l'application de ces droits. Mais qu'est-ce que la loi ?

Pouvons-nous réellement nous emparer de ce qui nous revient de droit ? C'est ainsi que le rôle de l'Etat est devenu un sujet à aborder et notamment celui de la police. La cohésion sociale n'est pas affirmée entre cette dernière et les citoyens. La peur et le mépris régissent. Cependant en trouvant un terrain



d'entente dans l'expression des intérêts de chacun, le respect de ses droits se ferait plus beau.

Lors d'une conférence présentée lors des journées d'études de l'ARSI en 2012, présentant un article scientifique de Marie Liendel *La place de la loi dans la question du droit, Exemples issus du domaine de la santé*, il a été dit que : « *Hart définit la condition de modélisation de comportement groupal. Certes l'obligation fixée par une norme se distingue de l'habitude comportementale, certes la loi juridique ne présente pas le même sens que la loi naturelle habituellement réservée aux sciences de la nature. L'homme ne respecte pas une loi pour les mêmes raisons que l'eau respecte la loi naturelle quand elle bout à 100°C à une atmosphère* ».

On retrouve cette idée d'adaptation et de respect face à la loi. Il faut s'y conformer car ce n'est pas une volonté forcément naturelle. C'est pour ça que la discrimination apparaît dans nos sociétés car la loi n'est pas appliquée de manière effective.

La volonté d'ouvrir les yeux et d'agir réellement pour le respect de nos droits fut la conclusion de nos échanges. L'association a même vu l'ancien directeur de la police s'engager à inviter des jeunes au sein de ses locaux pour échanger sur la vie en société des deux parties. De plus, un professeur de science politique de Paris a convié l'association à présenter leur rapport à La Sorbonne. Une opportunité qu'Associa'Jeunes est ravie de saisir.

L'association a donc réussi une partie de ses objectifs : réaliser un événement pour déconstruire les représentations sociales sur les jeunes qui viennent ou vivent dans les lieux de vie en périphérie des centres. Une petite victoire qui se diffuse, car chez Associa'Jeunes, la réussite aime se faire partager.





RECHERCHE PARTICIPATIVE RADICALE

Modus Operandi a créé en 2017 l'atelier radio *À plus d'une voix* comme une configuration pour produire collectivement, avec des personnes venues chercher un refuge, du savoir sur les situations de migration et d'asile. C'est une méthode de recherche participative radicale car en permettant à ses participant-es de prendre publiquement la parole pour dire ce que leur fait le traitement administratif, politique, social de l'asile, elle les déplace dans la distribution sociale des places. Elle bouleverse l'ordre établi en ne laissant pas les autres parler à leur place. Elle leur permet de reprendre la maîtrise de la narration.

DANIEL KASSA-MINGUEDI, KARINE GATELIER, SÉRÉNA NAUDIN

PRODUIRE COLLECTIVEMENT DU SAVOIR SUR L'ASILE ET LA MIGRATION. EXPERIMENTATION D'UN ATELIER RADIO

Daniel, un de plus anciens participants de l'atelier radio, interroge Karine et Sérena, anthropologues, chargées d'actions-recherche de Modus Operandi à l'initiative de l'atelier radio. La finalité de recherche de l'atelier est connue de ses participant-es. Daniel a souhaité les interroger pour mieux comprendre ce travail, après avoir lu un article qu'elles avaient écrit et noté qu'elles se présentaient d'abord comme bénévoles dans des associations/collectifs avant de se dire chercheuses. L'interview a été réalisée en août 2018.

Daniel : Quand vous parlez d'anthropologie, ça veut dire que vous voulez savoir comment ça marche le peuple le pays les divisions tout ça, mais parfois il y a des choses dans l'atelier qui n'ont rien à voir avec l'anthropologie. Par exemple, les mots, on a parlé du sens du mot « arabe »... Dans l'atelier radio ce qui vous intéresse c'est les thèmes qui ont un lien avec l'anthropologie, si j'ai bien compris. Ce mot, les chercheurs en anthropologie, pour moi doit apparaître en premier dans votre texte, vous mettez d'abord le bénévolat à l'ADA (Accueil Demandeurs d'Asile, association qui accompagne la procédure d'asile à Grenoble). Qu'est-ce que vous allez faire avec ces informations recueillies dans l'atelier ? Les thèmes dont on parle et qui ont rapport avec l'anthropologie.

Karine : Quel est le lien entre les recherches en anthropologie qu'on mène et tous les sujets qu'on traite ? Qu'est-ce qui est le plus important pour vous, être bénévole ou être anthropologue ? La première réponse c'est que en réalité il n'y a pas vraiment de différence pour moi

parce qu'être bénévole c'est une façon de faire de l'anthropologie donc le lien est fort entre les deux. Comme tu sais les anthropologues étudient des sociétés, pour les étudier il faut y être dans la société. Ce qu'on fait avec Sérena peut-être là aussi on renverse et on inverse quelque chose : c'est qu'on est françaises et l'objet qu'on étudie c'est la société française. Habituellement, les anthropologues vont loin, ils sont occidentaux et ils vont étudier des sociétés qu'ils voient comme exotiques. Mais nous ce qui nous intéresse c'est notre propre société, la société française. Et l'intérêt qu'on a de travailler et de vous écouter c'est de comprendre comment notre société vous accueille, ou ne vous accueille pas en l'occurrence parce qu'on sait combien ça se

passé mal et combien elle le fait mal et combien les politiques sont en ce moment très hostiles à tout ça. Donc en fait ce qu'on étudie c'est notre société. Et du coup ce qui nous intéresse c'est votre regard et vos expériences dans cette société pour la comprendre aussi de votre point de vue. Alors après ta question est bonne et on peut se la poser pourquoi, quand on écrit sur les ateliers, est-ce qu'on commence toujours par dire qu'on est bénévole avant de dire qu'on est anthropologue ?

Daniel : Il faut avoir des contacts avec les gens pour mettre en pratique votre vision, métier. Sans travail avec les gens c'est compliqué...

Sérena : En fait, beaucoup de chercheurs pas uniquement en anthropologie mais aussi en sociologie ou en géographie, des chercheurs qui travaillent sur la société en étant sur le terrain avec des gens. Justement il faut qu'ils rentrent en contact avec des gens et en fait il y a des thèmes sur lesquels pour entrer en contact avec des gens il faut trouver un lieu. Et du coup le lieu pour entrer en contact avec des personnes qui ont vécu l'expérience de l'asile il est tout trouvé quand tu vas à l'ADA car c'est effectivement l'endroit où tu peux les rencontrer, c'est ce que les

chercheurs appellent l'entrée sur le terrain parce que le terrain est considéré comme le lieu qu'on étudie, mais avec Karine justement on dit qu'on étudie pas un lieu mais des dynamiques, des articulations. C'est pour ça que l'atelier radio en soi c'est pas un lieu, on étudie pas comment ça se passe à l'ADA, c'est juste un espace où on se réunit tous ensemble qui nous permet de travailler ensemble mais peu importe l'espace où il est... mais du coup pour revenir sur cette histoire d'entrer en contact et pourquoi le mot « bénévole » vient en premier je pense que j'ai une réponse. Il y a des débats au sein même de comment on construit la connaissance dans nos domaines et l'anthropologie s'est construite on va dire, sans revenir sur toute l'histoire, il y avait comme un chercheur qui va sur son terrain dans un pays loin, il fait ce qu'on appelle de l'« observation-participante », donc il vit avec les gens dans leur maison, il les observe, il prend des notes, il discute avec eux, il fait des entretiens, et après il rentre chez lui, il prend tout ça, toutes ces notes et tous ces entretiens et il fait des analyses. Mais du coup ça donne cette impression que le chercheur il arrive, il vient chercher ce qu'il a à venir chercher et il s'en va. Et dans la relation d'échange il y a cette espèce de « prendre quelque chose » mais on ne sait pas à quel moment tu rends quelque chose. Quand

j'ai découvert cette discipline quand j'étais étudiante, je me suis retrouvée dans des associations à accompagner des gens, par exemple j'allais à la préfecture demander des titres de séjour, et en fait je voyais pas à quel moment j'allais les interroger sur leur vie parce que je trouvais que c'était complètement déplacé, parce que j'allais poser des questions très personnelles aux gens et qu'ils allaient se sentir complètement contraints en fait de répondre parce que je les avais aidé, il se



seraient sentis obligés puisque je les aidais. Pour sortir de cela, j'ai décidé d'être bénévole mais juste bénévole ce n'était pas un lieu pour faire de la recherche. La différence dans la création de l'atelier radio c'est qu'il y a deux lieux : il y a un lieu où on est bénévole on donne de notre temps, et c'est pas un moment où on va faire un entretien avec les personnes



pour leur poser des questions sur leur vie, etc. parce qu'on estime que c'est du temps mais pas juste pour extraire des données. Donc pourquoi bénévole arrive en premier ? A mon avis, c'est parce qu'on est dans cette idée, de ne pas vouloir se positionner dans l'utilisation des personnes mais plutôt notre objectif avec l'atelier c'est d'être dans l'échange et c'est pour ça que quand tu parlais de notre position dans l'atelier qu'on était claires ou pas claires ça c'est hyper important car pour nous c'est un échange, toi il y a des choses que tu sais et que tu peux apporter et nous il y a des choses qu'on peut apporter, par exemple je suis bénévole à l'ADA donc je connais telle démarche, au RUSF (Réseau Université Sans Frontières) telle autre...

Daniel : Après avec ces informations à l'avenir qu'est-ce que vous pensez faire avec ? Vous aurez beaucoup d'idées de ce qui se passe ici en France, qu'est-ce que vous allez faire avec, vous n'allez pas garder ça ? Il y a des gens qui vont écouter c'est une manière d'activer les gens, il y a des articles à écrire c'est pour quoi en fait ? Des ateliers radio que les gens écoutent est-ce que cette information, les gens vont écouter tout le temps ou bien quand ils écoutent cette semaine ou cette année après ils vont arrêter ? Je voulais savoir l'objectif de votre métier.

Karine : Il y a plusieurs choses... sans aller à très long terme, on ne peut pas parler à deux ans, trois ans, quatre ans, cinq ans, pour l'année qui vient, d'ici un an on en a déjà parlé. On va organiser une émission chaque mois sur Radio Campus Grenoble, ce sera un objectif dans l'atelier radio qui sera d'organiser une heure d'émission radio chaque mois. Ça c'est une forme, un résultat que va donner ces ateliers. Après, en effet, on a le projet de plusieurs articles actuellement et c'est vrai tu soulignais qu'on est chercheuses en anthropologie, le travail de chercheur consiste aussi à écrire pour partager ces recherches tout simplement. Idéalement j'aurais envie que tout ce qu'on fait vous soyez au courant et toutes les choses pour lesquelles on utilise l'atelier radio et ce qu'on se dit et ce qu'on entend dans les ateliers radiophoniques. Pour reprendre l'expérience de Séréna d'accompagner des personnes et après de se dire mais je suis chercheuse en anthropologie donc il faut que je lui pose des questions et elle arrivait pas à faire ça, parce que c'est vrai que c'est un peu un abus de position, parce que tu les aides ils vont être obligé de te faire plaisir en répondant à tes questions même si elles sont très gênantes... c'est quelque chose qui me gêne cette idée que le chercheur travaille avec ces informations. Pour quoi ? Pour sa carrière de chercheur. A l'université il faut publier plein d'articles pour monter dans sa carrière, nous on n'est pas à l'université, on est dans une petite association. Aussi parce que cette logique de l'université ne nous plaît pas trop mais on n'aime pas cette idée de perdre le contact avec les gens avec lesquels on travaille. Donc on a envie de vous tenir au courant des articles qu'on écrit des publications qu'on fait parce qu'on considère qu'elles vous concernent et en réalité on considère que vous êtes aussi auteurs de ces articles parce qu'il y a vos paroles dedans, il y a vos pensées dedans.

Daniel : Comme anthropologue vous travaillez pour essayer d'aider la France dans le sens connaître un peu ce qui se passe de l'autre côté. Votre vision, votre métier, votre article que vous préparez est-ce que les français vont apprendre avec votre recherche ou vous faites ça que pour l'atelier ?

Karine : On en avait parlé quand on a fait le direct en juin sur Radio Campus quand vous nous avez demandé est-ce que vous faites de la politique et ça c'est aussi le côté qui est important dans notre activité. Il y a cette partie de politique, on a des positions, on s'oppose aux politiques actuelles et plus ce qu'on dit et ce que vous dites sera diffusé largement mieux ce sera, tant mieux si c'est pas seulement Radio Campus, parce que c'est Radio Campus Grenoble et que ça s'entend que à Grenoble et si une autre radio est intéressée et veut le diffuser on sera d'accord pour que plus de monde l'entende... C'est sur la diffusion ta question ?

Daniel : Sur la diffusion, tous ces articles que vous préparez, vous avez de la matière pour écrire et à écouter, pour l'avenir comment cela va être diffusé ? Les Français vont-ils vraiment entendre ?

Karine : Alors les Français lesquels ? Les Français d'ici commencent un peu à en entendre parler mais ce n'est que Grenoble effectivement on va essayer de le diffuser plus loin, parce qu'on va essayer de le diffuser dans des revues académiques c'est l'université, et cela ne s'arrête pas à Grenoble. Après c'est des réseaux et ça circule dans plusieurs universités, au mois de juin on était à Poitiers, parce qu'il y avait un séminaire où les gens s'intéressaient particulièrement aux questions de migration et on a parlé des ateliers radio là-bas et ça a intéressé beaucoup de monde et il y avait des universitaires de toute la France, de Belgique d'Espagne... de plusieurs pays. Donc il y

a des réseaux comme ça qui nous permettent de diffuser. La radio aussi, Sérena a créé sur internet ce qu'on appelle un audioblog et ça c'est une chaîne nationale française où chacun peut créer son audioblog et donc nous on met tous les sons qu'on crée avec vous. Voilà tout le monde peut écouter internet... après le problème est de se faire repérer. On travaille à faire connaître notre travail mais c'est un travail de communication, c'est un travail en soi, c'est énorme... on manque parfois de temps.

Sérena : Plus tu écris des articles dans des revues différentes plus les gens vont repérer « ah tiens ça m'intéresse », ils écrivent ton nom, après ils vont chercher et du coup... C'est sûr que si le but c'était d'étendre ton réseau de connaissance... Je pense qu'il y a deux choses dans la diffusion : ce qui est produit en tant qu'outil radiophonique où là c'est quand même vos paroles surtout, c'est vous qui êtes enregistrés et pour le moment, Radio Campus veut nous diffuser plus souvent, et je pense qu'au fur et à mesure, il faudra voir comment être encore plus connus mais c'est un temps fou pour faire connaître notre travail et puis après il y a tout ce qu'on a enregistré cette année il n'y a qu'une toute petite partie montée, il y a encore beaucoup de montage à faire et avec ce montage-là,





l'idée ça serait de le présenter en public. Et justement, le travail qu'on est train de faire de publier des articles tu vois celui dont on vous parle particulièrement c'est un dossier thématique dans une revue qui est publiée tous les deux ans à Lyon, ça permet de faire connaître à Lyon. (...) En tout cas ce qu'on défend c'est qu'habituellement c'est souvent des gens qui vont être des références, quand on invite des chercheurs sur les migrations c'est toujours les mêmes (...) leurs travaux sont intéressants mais on aime bien dire que le travail qu'on fait va au-delà puisqu'on vous le propose pour faire de l'analyse avec vous et de ne pas avoir l'impression de ne pas porter sa propre parole mais personnelle mais une parole un peu plus collective, travaillée collectivement.

Karine : L'autre enjeu c'est de toucher des cercles et des réseaux différents. Comme on est associées à l'université et qu'on est des chercheuses on arrive à entrer dans ces réseaux universitaires, comme on est dans les associations on arrive à entrer dans les réseaux associatifs et militants et après il faut qu'on entre dans un autre cercle plus difficile à atteindre qui est celui des politiques parce que finalement on voudrait que les gens qui prennent ces décisions vous entendent et que ça influence les politiques, puisque l'objectif c'est bien celui-là. (...) Si on se dit chercheur, on revendique le fait qu'on produit de la connaissance, du savoir ; c'est intimidant et c'est assez prétentieux. On se pose la question : soyons plus modestes et réfléchissons à comment est-ce qu'on produit du savoir. On est persuadées qu'on ne peut pas produire du savoir seul-e ; il est important de reconnaître que le savoir se produit à plusieurs. Ça veut dire qu'il y a plusieurs types de savoirs, plusieurs formes et qu'on apporte tous des savoirs différents. Ce qui nous intéresse au niveau de la méthode, c'est comment se donner les chances d'entendre les différentes sortes de savoirs et comment arriver à les faire se rencontrer pour faire un savoir qui serait la combinaison de tous ceux-ci. Ça a été inventé par des universitaires avant nous,

mais ils sont encore minoritaires. Ils ont développé le nom de savoirs situés. Situés ça veut dire que chacun est à une position différente. C'est pourquoi c'est important de rendre transparent et d'avoir conscience de notre position : comprendre comment on se positionne car cela se construit. La science est politique parce qu'elle n'est pas neutre : le scientifique ne peut pas produire un savoir neutre parce qu'il a plusieurs positions dans la société. Si c'est un homme, il ne dira pas la même chose que si c'est une femme. Si c'est une personne établie dans la société elle ne dira pas la même chose que si c'est un étranger. En fonction de là où tu te trouves dans la société, tu dis des choses de ta position. La science a voulu l'ignorer comme si les scientifiques étaient en dehors des enjeux et des rapports de force, comme s'ils pouvaient s'extraire de ses influences et être neutre. Ça n'existe pas car nous sommes tous des citoyens, des membres d'une société. Lorsqu'une personne énonce un savoir, ce savoir est le reflet de sa position. Le positionnement est aussi l'expérience, on reconnaît l'expérience elle aussi comme un réservoir pour produire du savoir.

Séréna : On ne voit pas les choses à partir du même endroit, les points de vues sont imbriqués et non pas opposés. C'est ce qu'on veut défendre avec l'atelier radio, chacun va prendre la parole à partir de sa position, de la situation qu'il vit.

Karine : On s'intéresse aux migrations, mais on est nées toutes les deux en France donc ça aurait quelque chose d'absurde que nous nous mettions dans la position d'expert sur les migrations alors qu'on n'en a pas fait l'expérience. La méthode de l'anthropologie fait qu'on a besoin de rencontrer les gens pour com-

prendre les choses. Il faut précisément avoir cette honnêteté intellectuelle de faire reconnaître le savoir des gens, des migrants eux-mêmes. Qui peut parler des migrations mieux que les personnes qui l'expérimentent, qui le vivent ?

Séréna : Et en même temps, ce n'est pas parce que toi tu as vécu l'expérience de la migration que tu sais tout sur la migration. On ne peut pas réduire la migration à une seule personne.

Daniel : C'est important d'écouter beaucoup de personnes pour être sûrs que la situation qui est décrite est vraiment ce qui se passe.

Karine : Il ne faut pas non plus réduire à un seul point de vue ; on n'est pas en train de dire que seuls les migrants comprennent les migrations. Parfois, il faut de la distance avec le sujet et être extérieur. Là, ce qui nous intéresse le plus c'est la rencontre entre nous qui représentons la « société d'accueil », entre guillemets parce qu'elle accueille fort mal, combiné avec le point de vue des nouveaux arrivants.

Daniel : C'est bien pour la France...

Karine : ... que la France nous entende ! (*rires*)

Séréna : Donc, imbriquer mais ne pas opposer les choses. Il n'y a pas deux choses l'une face à l'autre, les migrants et les pas migrants, les noirs et les blancs, c'est plus complexe que cela.

Daniel : Pourquoi ne pas opposer ?

Karine : Les catégories se brouillent, elles ne sont pas données et délimitées par des frontières qui seraient indestructibles.

Séréna : Chacun avec sa position représente plusieurs facettes. Par rapport à toi, je n'ai pas migré. Par rapport à un Grenoblois, je suis d'une autre ville, je ne suis pas d'ici, donc je suis une étrangère. Tes dif-

férentes positions vont changer par rapport aux différentes personnes que tu rencontres. Tu représentes quelque chose pour une personne et autre chose pour une autre. On incarne plusieurs choses.

Karine : Toutefois, les savoirs ne doivent pas tomber dans certains pièges par exemple le relativisme.

Séréna : Le relativisme, c'est le fait que toutes les choses se valent.

Daniel : La dernière question : votre métier c'est les avocats, les médecins, ils travaillent pour gagner de l'argent, comment vous gagnez de l'argent ? L'État vous paie-t-il ? Ou les gens qui écoutent ?

Karine : On est salariées de l'association donc en fait l'enjeu est de financer l'association, on est quatre (...). Qui finance l'association ? D'abord une fondation privée qui nous soutient depuis qu'on a créé l'asso il y a plus de dix ans, cette fondation s'appelle Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, elle finance des associations dans plein de directions différentes et donc nous on travaille sur les conflits dans les sociétés européennes et comment sortir de ces conflits ça veut dire un peu travailler à une espèce de paix sociale dans les sociétés européennes...

À ÉCOUTER

Toutes les productions de l'atelier
À plus d'une voix sont en libre accès sur :



[https://audioblog.arteradio.com/
blog/98862/a-plus-d-une-voix](https://audioblog.arteradio.com/blog/98862/a-plus-d-une-voix)



<https://spectremedia.org/team/modop/>

Lundi 7 mars
18h
sur Radio Campus

Aperophonie - sur Radio Campus Grenoble
L'équipe de Modop s'invite dans l'émission pour présenter le programme des Rencontres de Géopolitique critique

Cycle d'écoutes radiophoniques - À plus d'une voix

Documentaires réalisés par l'atelier radio de Modop. À plus d'une voix. Des personnes venues chercher refuge utilisent l'outil radio pour débattre et échanger sur des sujets de leur choix. Les documentaires sonores montés à partir des enregistrements sont l'occasion de partager avec un public leurs analyses du traitement qui leur est fait en France.

Mercredi 9 mars
18h - 20h
à la MACI (campus)
salle de cinéma
Prix libre

"Dubliner et terroriser" 2019, 35mn
Le règlement Dublin contraint, au niveau européen, les personnes qui veulent faire une demande d'asile à ne pas choisir librement leur pays d'installation. Ceux qui le vivent au quotidien analysent son fonctionnement et sa logique.
Avec l'équipe de réalisation et le RUSF38

Jeu 10 mars
18h - 19h30
au 102
suivi d'un buffet
Prix libre

"Les mots des autres" 2018, 32mn
Avec quels mots parle-t-on de l'exil, de la migration, des mobilités et des gens qui les vivent ? On s'est posé la question de ces usages et de leur sens qui n'est jamais neutre.
Avec l'équipe de réalisation

Jeu 10 mars
20h30 - 22h
au 102
Prix libre

"Face aux récits médiatiques, notre parole" 2022, 35mn
Le traitement médiatique de la question migratoire construit des politiques de rejet et une gestion policières des personnes. Il produit les pires préjugés et divise. Pourquoi le sujet prend une telle place ? Quelles continuités historiques peut-on y voir ?
Avec l'équipe de réalisation

Vendredi 11 mars
19h30
à Antigone
suivi d'un buffet
Prix libre

"A-t'on le droit d'exprimer sa colère ?" 2020, 35mn
Cette question s'est posée au cours d'une conversation dans l'atelier. Face aux contraintes, injustices et violences, que faire de ce sentiment de colère quand on est en demande d'asile ou en précarité administrative ?
Avec l'équipe de réalisation

Lundi 14 mars
18h - 20h30
au Collectif Voisin
salle Polyvalente
suivi d'un buffet

Avec aussi...
"Reste" par Malika Ung, 2021, 48mn
"Reste est le récit sonore d'une famille dont l'histoire est marquée par le trauma : est-ce possible de rompre la médiation de l'exil et de la guerre ? Comment trouver sa place avec cette histoire ?
Avec la réalisatrice, le collectif Azimuts

Jeu 10 mars
12h15 - 13h45
Bât. ARSH (campus)
salle TD 02
sur inscription :
laura.pesado@univ-grenoble-alpes.fr

Atelier d'autodéfense avec ANCRAGE
L'autodéfense est une pratique qui propose aux femmes une large palette d'outils et de stratégies verbales, mentales, émotionnelles ou physiques utiles pour se défendre. Les stages et ateliers sont accessibles à toutes les femmes quels que soient leur âges et conditions physiques.
Avec ANCRAGE, en partenariat avec le festival Trouble ton Genre.

Samedi 12 mars
14h30 - 16h30
à la Maison des Jeux
sur inscription :
info@modop.org

Jeu "Autonomia Zapatista"
Votre objectif sera de coopérer pour construire ensemble l'autonomie dans une petite simulation du territoire autonome. (...) Cela dit, ce ne sera pas facile : les groupes paramilitaires, les plans du gouvernement, les mégaprojets et les catastrophes naturelles vous compliqueront la tâche.

Mardi 15 mars
18h
Centre socio Culturel de Jarré
Prix libre

Avec L'Assemblée grenobloise d'Accueil de la Délégation Zapatiste
Citoyenneté. Parlons-en. Croisement d'expériences et de pratiques
Moment d'échanges, de croisements d'expériences et de pratiques d'action et de recherche. La sortie de l'ouvrage « Éprouver le sens de la peine. Expériences de vies condamnées », où les auteurs ont pu recueillir des bribes d'expériences a été le prétexte de la tenue de ce moment d'échanges. Les auteurs croiseront ainsi leurs analyses des conditions d'une citoyenneté à l'épreuve d'une condamnation pénale avec les expériences de pratiques d'autres acteurs de l'animation sociale.

Jeu 17 mars
19h - 21h
à la Capsule
suivi d'un buffet
Prix libre

Avec le Centre Socio Culturel André Malraux, les auteurs et Modop
Pensons la société qui vient - Atelier
Venez poser vos idées et critiques de la citoyenneté. Puis divagons, composons, vagabondons pour bâtir et imaginer de nouvelles formes que pourraient prendre la citoyenneté plurielle et radicale.

Vendredi 18 mars
18h30
au Transfo
suivi d'un buffet
Prix libre

« Peut-on gagner contre la discrimination ? »
Temps d'échange/débat permettant au public de réfléchir sur les différentes causes de la discrimination. Une touche artistique sera également mise en lumière par la présence d'artistes qui défendant, chacun à leur manière, ce qui les touche dans le combat contre la discrimination. Cet événement est entièrement organisé par les jeunes en services civiques avec AssociaJeunes.
Avec AssociaJeunes

Samedi 19 mars
11h - 13h
à la Capsule
Grande salle

Quelle liberté de circulation et d'installation pour un monde plus juste ? - Atelier
Que met-on derrière la liberté de circulation et d'installation ? Comment la faire exister ? À partir des réflexions qui ont animé Migreurop pour la réalisation de leur nouvel atlas, nous proposons des échanges pour nourrir notre imagination politique.
Avec Sara Casella Colombeau de Migreurop, politiste à l'UGA, en partenariat avec le Mois Décolonial

Samedi 19 mars
19h - 21h
à la Librairie
Les Modernes

Rencontre avec Nedjima Kacimi, autrice de Sensible
« Comment se sentir intégré dans un pays où l'on est pourtant né lorsqu'on est sans cesse renvoyé à une origine autre parce que plus visible ? » quatrième de couverture de Sensible

PROGRAMME DES RENCONTRES 2022



Le mot « citoyenneté » donne à entendre une pluralité de sens : du synonyme de « habitant-es de la cité » à « personne bénéficiant du droit de vote », en passant par l'idéal de « citoyen-ne du monde ». Cette pluralité participe à le galvauder, à le rendre flou et parfois même à lui conférer un caractère très ambigu. Cela conduit certain-es à rattacher ce mot à une logique d'appartenance à une nation, confirmant l'existence d'un imaginaire national. Une telle conception sous-entend un « dedans » et un « dehors », laissant implicitement émerger que certaines personnes seraient citoyennes légitimes et d'autres non.

En pensant la citoyenneté comme une base de l'égalité, on ouvre une fenêtre à sa dénationalisation. La citoyenneté plurielle et radicale déconstruit l'essentialisation, en permettant à chacun-e de participer et d'être entendu-e.

Pour cela, nous avons besoin d'une pluralité d'espaces pour nous rencontrer, discuter, partager, se dire les désaccords, voire élaborer des discours contestataires ouvrant ainsi la voie aux transformations sociales. C'est à partir de cette conception que nous souhaitons investir l'idée d'une citoyenneté en actes : une pratique du politique qui reconnaît des existences sociales et l'appartenance à un espace commun. La communauté a besoin d'être repensée comme une politique de l'accueil où chacun-e puisse prendre place.

AUTEURS ET AUTRICES

Quelques mots des participant·es ayant
contribué à ce numéro des Cahiers des
Rencontres de géopolitique critique

MALIKA UNG

Réalisatrice radio et passionnée de bouffe en tout genre.

MARIAM VELIASHVILI

Étudiante en Master Arts, Lettres, Civilisation, parcours Comparatisme, Imaginaire, Socio-anthropologie à l'Université Grenoble Alpes. Elle a fait un stage avec l'équipe de Modus Operandi en 2021 et a participé à l'organisation de la 5^e édition des Rencontres de géopolitique critique en mettant en œuvre une enquête-crédation collective portant sur la place des récits et de la narration dans le renouvellement des imaginaires sociaux ; et en contribuant au partage des matériaux de l'enquête à travers une émission radiophonique. Pour son mémoire de Master, elle travaille sur les récits folkloriques géorgiens et l'imaginaire collectif. Ses projets de recherche concernent le questionnement autour de différentes formes de récits et de leur place dans notre société, aussi bien que les récits manquants et l'histoire post-soviétique/postcoloniale de la Géorgie d'où elle vient.

GAËLLE PARTOUCHE

Libraire un jour, libraire toujours :)
Librairie Les Modernes, Grenoble

ASSEMBLÉE GRENOBLOISE D'ACCUEIL DE LA DÉLÉGATION ZAPATISTE

À Grenoble, plusieurs personnes et collectifs se sont organisés pour accueillir une délégation de Zapatistes (dont une majorité de femmes) à l'occasion de leur tournée en Europe l'été 2021.

LAURA PEAUD

Laura Péaud est enseignante chercheuse en géographie à l'Université Grenoble Alpes. Ses travaux portent sur l'enseignement de la géographie dans le supérieur et la dimension genrée du travail académique.

DANIEL KASSA-MINGUEDI

Participant de l'atelier radio depuis 2017.

ALEXIA DOUCHEZ

Je m'appelle Alexia Douchez, j'ai 21 ans. Je suis en service civique depuis janvier 2022 avec Associa'Jeunes, une association qui donne aux jeunes les moyens d'expression à travers l'art notamment. Depuis petite, je suis passionnée par la musique, aussi par tout ce qui touche aux films. C'est pour cela qu'à la suite de l'obtention de ma licence en droit, je me consacre à l'enregistrement de chansons, au tournage de clips et également à la danse. Aujourd'hui je vis à 100 % ce que j'entreprends et j'aime ce que je fais.

THOMAS

Salut, je m'appelle Thomas, j'ai 19 ans et j'étais en service civique avec Associa'Jeunes.

L'ÉQUIPE MODOP

Herrick Mouafo Djontu
Karine Gatelier
Séréna Naudin
Maud Weber
Claske Dijkema

Il ne suffit pas d'habiter ce monde pour avoir des droits en partage. Une pratique politique de l'inimitié prédomine et organise les sociétés à travers le rejet en cloisonnant, séparant, excluant... cette politique agit en essentialisant les catégories sociales et dessinant des frontières entre nous. L'arbitraire du lieu et de la condition de naissance nourrit l'injustice sociale. L'invention de la citoyenneté a cherché à organiser la relation entre le peuple et le pouvoir, à aménager la participation politique et à nourrir une quête toujours plus grande d'égalité. Pourtant, dans sa mise en œuvre, elle a été et est encore bien imparfaite. Et les nouvelles conquêtes pour rendre accessible la citoyenneté aux populations évincées se font aussi par les luttes et les mouvements sociaux.

Il ne suffit pas de dire que les citoyen-nés peuvent participer à la vie politique pour faire exister l'égalité. Une attention doit se porter sur les rapports de pouvoir qui organisent l'inégalité d'accès à la parole. Et pour agir dessus, nous avons besoin d'une pluralité d'espaces pour nous rencontrer, discuter, partager, croiser nos désaccords, voire élaborer des discours contestataires ouvrant ainsi la voie aux transformations sociales. C'est à partir de cette conception que nous souhaitons investir l'idée d'une citoyenneté en actes : une pratique du politique qui reconnaît des existences sociales et l'appartenance à un espace commun. La communauté a besoin d'être repensée comme une politique de l'accueil où chacun-e puisse prendre place.

L'association Modus Operandi et ses partenaires se sont saisis du terme « citoyenneté » dans toute sa complexité et ces incertitudes lors des sixièmes Rencontres de géopolitique critique au mois de mars de l'année 2022.

Ce nouveau *Cahier des Rencontres* présente quelques traces des échanges et réflexions suscitées par ces rencontres pour penser une citoyenneté plurielle et radicale.



Modus Operandi, pour une approche constructive du conflit
www.modop.org
46, rue d'Alembert 38000 Grenoble
info@modop.org

ISBN : 978-2-9582096-1-2

